

# INDUQUE

hebdomadaire d'action communiste

**mise à sac du local de la ligue  
meeting raciste en plein paris**

**les nazis protégés par la police  
répression contre les antifascistes**

**pierre rousset emprisonné**

***LA LIGUE COMMUNISTE***

**DISSOLUTE**

**la lutte continue**

# NON!

La Ligue Communiste menacée de dissolution, ses locaux envahis et saccagés par la police, des militants inculpés, est-ce le seul résultat des contre-manifestations anti-fascistes du 21 juin ? Est-ce une bavure ? Le résultat de la nervosité de Marcellin ?

Les affrontements de jeudi dernier n'ont fait que mettre à nu une mécanique qui existait, que précipiter un processus déjà engagé.

\* \* \*

Pompidou a rassemblé un ministère de gardiens de l'ordre, un ministère policier : police dans l'armée, police dans la culture, police dans la police.

Et le 12 mai, dans la rue, avec les comédiens, avec les artistes, nous étions là pour dire NON.

Non à Druon, non à la mise en cage des cerveaux !

Patronat et gouvernement, sentant la précarité de leur ordre, veulent mâter la classe ouvrière. Ils ont lancé leurs commandos contre les grévistes de St Etienne, leur police contre ceux de Fos, leurs fascistes contre les immigrés de Grasse. Ouverture de courrier, écoutes téléphoniques, ils ont fait de l'espionnage intérieur leur système de gouvernement.

Et le 20 juin, dans la rue, avec le PCF, la CGT, le PSU, nous étions là pour dire NON.

Non à l'Etat policier et à ses chiens de garde !

Les apprentis fascistes viennent à la rescousse de la circulaire Fontanet. Sous prétexte de lutter contre l'immigration sauvage, ils cultivent le racisme. Sous prétexte de contrôle, ils veulent remettre l'étoile jaune à la poitrine des Juifs et le croissant d'or à celle des Arabes. Après viendront les Espagnols, les Portugais, les Sénégalais...

Alors, le 21 juin, dans la rue, avec les groupes d'extrême-gauche, nous étions là pour dire NON.

Non au fascisme et au racisme !

\* \* \*

En concevant ainsi la riposte, nous avons pris nos responsabilités ; il fallait le faire. Nous avons mis en jeu notre propre organisation ; une organisation révolutionnaire doit être capable de prendre ce genre de risques, à moins de s'approprier et de finir par manger dans la main de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, dans l'éditorial de « Minute », François Brigneau, dirigeant d'Ordre Nouveau, écume contre « Sartre le Ténia, Krivine le Serpent à lunettes crépu, et Geismar, le Dodin-Bouffant de la sociale », contre leur « sabbat ». Décidément, et bien qu'il veuille le dissimuler, Brigneau a l'antisémitisme à fleur de plume : « crépu », « sabbat »... Et pour lui, le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (MRAP) n'est qu'un « mouvement juif ». Brigneau, qui défend la France, sa tradition, sa culture, suinte la vulgarité (« petits rats de merde », « je souhaite qu'on vous claque la gueule »), il écrit comme un cuistre.

Mais surtout, Brigneau appelle au meurtre ! « S'il était avéré que Monsieur Krivine fait la loi et l'impose, je me sentirais, et quelques millions de Français se sentiraient comme moi, en état de légitime défense. Et dans la légitime défense, on tire à vue ! »

Nous prenons date car nous nous souvenons qu'une campagne de presse à Berlin a mené à la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke en 68.

Enfin, Brigneau dit que nous ne savons qu'« avilir ». Avilir ? Qui parle ici d'avilir ? Ceux qui tiennent réunion au son des hymnes du IIIème Reich, sur des croix gammées, qui font le salut nazi ? Les porte-paroles d'un gigantesque avilissement collectif ? Les héritiers d'Hitler et de Goebbels ? Ou encore les policiers qui déjà piétinent les livres de notre local ?

Nous nous souvenons. De tout. Mieux parfois que ceux qui ont vécu cette époque. La génération militante d'aujourd'hui est née de ses cendres. Les démissions, les responsabilités, les héroïsmes aussi du mouvement ouvrier d'alors font partie de notre éducation.

C'est pourquoi nous tenons à dire NON à temps.

\* \* \*

Quelque chose est en train de changer, de bouger. L'ordre se dégrade et la tension monte. Le durcissement du pouvoir le montre et ça se sent. Ils veulent un mouvement ouvrier résigné, pour l'obtenir, ils cherchent à décapiter l'avant-garde. Certains veulent nous dissoudre tout de suite, mais ils ne peuvent dissoudre tout le mouvement ouvrier et nous continuerons à agir. S'ils ne peuvent nous dissoudre, ils voudront nous étouffer, en multipliant les inculpations, les amendes, les intimidations, les agressions au besoin.

Le pouvoir et le patronat cherchent à briser les grèves. Pourtant, de ce côté aussi, les choses changent : les OS et les immigrés entrent en lutte plus massivement que jamais ; la remise en cause de la propriété privée des usines, du pouvoir patronal, de l'organisation capitaliste de la production débouche, comme à Lip, sur des expériences plus hardies que jamais.

C'est dans ces luttes que se cherche la réponse ouvrière, la voie révolutionnaire vers le socialisme.

Il ne suffit pas de lutter, il faut être capable de défendre les luttes et de garantir leurs conquêtes. Plus le défi des travailleurs à l'ordre établi est audacieux, plus la bourgeoisie aura recours à son Etat policier, à ses milices patronales, à ses bandes fascistes.

Face à cela, le front uni du mouvement ouvrier, l'organisation de l'auto-défense ouvrière sont à l'ordre du jour.

le 27.6.73  
Daniel BENSARD

photo GAMMA



# INTO



MARCELLIN LE COMMANDANT

## la sortie de Rouge

Cette semaine, « Rouge » sort dans des conditions difficiles : locaux mis à sac, salle de documentation foutue en l'air, archives dispersées, dossiers perdus, correspondance égarée. La remise en état des lieux et des instruments de travail a pris du temps. L'écriture des articles, la maquette du journal ont été faites dans des délais trop brefs. Cependant « Rouge » sort. Dans des conditions difficiles, mais il sort. Malgré les vandales de M. Marcellin.



Les défenseurs de l'ordre (nouveau) amorçant un mouvement de repli



Les manifestants anti-fascistes conduisent à l'hôpital le blessé qui était dans le car.

Chaque jour, de plus en plus nombreux, des immigrants clandestins franchissent nos frontières, affluent vers nos villes, où ils s'entassent dans certains quartiers.

**ILS SONT AUJOURD'HUI QUATRE MILLIONS,** dont plus d'un million de Nord-Africains et près de 400.000 Noirs. **COMBIEN SERONT-ILS DEMAIN ?**

Paris est devenu la plus grande ville africaine d'Europe. La France va-t-elle devenir un immense bidonville ? Des populations souvent peu assimilables se multiplient et se répandent sans contrôle dans notre pays, et de plus en plus tombent sous la coupe des agitateurs gauchistes.

**ACTUELLEMENT, UN ENFANT SUR TROIS EN FRANCE NAIT DE PARENTS IMMIGRÉS !**

### NOUS, FRANÇAIS, EXIGEONS :

- L'arrêt immédiat, pour un an de toute immigration étrangère, afin de pouvoir en dresser un bilan dans tous ses aspects, positifs ou négatifs ;
- L'expulsion de tous les indésirables, chômeurs professionnels, délinquants, agitateurs politiques.

**ORDRE NOUVEAU** 

### COMMUNIQUÉ DU BP

La Ligue Communiste élève une vigoureuse protestation contre l'interdiction du meeting qu'elle avait convoqué Jeudi 28 au soir à la Cartoucherie de Vincennes. Le pouvoir a eu une attitude inadmissible en mettant sur le même plan les racistes et les anti-racistes, les fascistes et les anti-fascistes. Il n'y a pas de neutralité lorsque les libertés élémentaires sont en jeu : la lutte contre le racisme, l'anti-sémitisme et le fascisme doit rassembler toutes les forces vives du mouvement ouvrier démocratique et révolutionnaire pour triompher.

Des déclarations de membres du gouvernement ou de milieux proches semblent laisser planer le projet de dissolution de la Ligue Communiste (l'éventuelle dissolution d'Ordre Nouveau servirait d'apparent contre-poids). Ce faisant, fondamentalement, le pouvoir répondrait aux injonctions des dirigeants d'Ordre Nouveau ou aux appels au meurtre de « Minute ». Ce faisant, le pouvoir franchirait un pas nouveau, engageant une politique de répression qualitativement différente, menaçant le mouvement ouvrier dans son ensemble. Une attaque contre la Ligue, après de multiples attaques contre les travailleurs à Fos, à Besançon ou à Peugeot, ne serait qu'une nouvelle étape. Le Bureau Politique de la Ligue Communiste a déjà lancé un appel solennel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour faire échec à l'escalade répressive du pouvoir en organisant une riposte de masse.

Il faut que l'on sache qu'en tout état de cause, rien ne pourra empêcher l'activité de milliers et de milliers de militants trotskystes œuvrant à la victoire de la révolution socialiste.

le 27.6.73



La porte du local d'Ordre Nouveau enfoncée à coups de bélier. « Il n'y avait que des hampes de drapeaux en bambou » écrit « Minute »... Au premier plan, une caisse de cocktails Molotov trouvée dans le local d'ON

# TERMINABLE!

Les brigades spéciales ont reculé. Il y a 76 blessés dans les rangs de la police. La grande presse s'étonne ou s'indigne : quoi, ces gauchistes répliquent, sont offensifs. Apparemment, certains ne tolèrent les manifestants que quand ils en prennent plein la gueule. Pour peu qu'ils se donnent les moyens de ne pas être des moutons et de riposter aux matraques, les voilà devenus d'« inqualifiables agresseurs ».

La manifestation contre le meeting raciste d'Ordre Nouveau a incontestablement souffert de la passivité de certaines organisations. Passivité qui a privée du caractère de masse plus impressionnant qu'elle aurait pu avoir. Il a fallu attendre la dernière minute pour voir un communiqué du MRAP (mouvement anti-raciste) et un autre du PC. Ni le PSU ni Lutte Ouvrière n'avaient jugé bon de s'associer à l'initiative dans la rue.

Appelaient donc à la manifestation : la Cause du Peuple, l'Humanité Rouge, l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire, Proletaire-Ligne Rouge, Révolution et la Ligue Communiste. Selon les moments, entre trois et cinq mille personnes ont répondu à cet appel. Dès 10 heures du matin, le moral des fascistes avait été sérieusement ébranlé. L'arsenal qu'ils s'approprièrent à entreposer à la Mutualité avait été saisi par un groupe de militants instruits par l'expérience du Palais des Sports en mars 71 : il est inutile de compter sur la police pour intercepter les cocktails Molotov et les barres de fer d'Ordre Nouveau. Quelque peu paniqué, le service d'ordre fasciste attendait jusqu'au dernier moment pour rejoindre la Mutualité, sous la protection des forces « de l'ordre ».

19 heures 30 : les manifestants se regroupent au métro Censier-Daubenton. En prévision du bouclage policier, la plupart est casquée. Progression dans la rue Monge. Une compagnie de brigades spéciales barre la rue, mais elle est repoussée dans le plus grand désordre par la manifestation sur une distance de 200 mètres. Les manifestants font tous preuve d'une grande cohésion, malgré les tirs de grenades.

Ensuite, dispersion vers la place Edmond Rostand et les Gobelins. Une deuxième tentative de remonter la rue Monge vers la Mutualité se heurte aux brigades. 20 heures 30 : reflux vers les Gobelins, la Gare d'Austerlitz, la place de la Bastille. A Austerlitz, un car de police-secours fonce dans la foule, blessant une personne. Place de la Bastille, un autre car de police-secours fera les frais de cette « bavure » : il est attaqué, incendié, mais ce sont des manifestants qui sauveront le conducteur des flammes.

22 heures : la manifestation arrive en vue du local d'Ordre Nouveau. La rive droite est vide de policiers. Le local fasciste est attaqué, une porte enfoncée. Ses occupants répondent en tirant des chevrotines, puis s'enfuient par les toits. Il est remarquable que, malgré la colère des manifestants, l'absence de policiers et l'abandon du local par ses défenseurs, aucun acte dangereux n'ait été commis : un incendie par exemple qui aurait eu de graves conséquences dans ce quartier vétuste. Les militants révolutionnaires ont su garder leur sang-froid.

22 heures 30 : dispersion du cortège au Châtelet sans problèmes. Pas d'interpellation, ni de rations.

# MISE A SAC!

Il s'agit d'un raid d'une bande de casseurs en uniforme. Ni fouille intelligemment conduite, ni saccage méthodique, l'action de la police dans le local de la Ligue, le vendredi 22 juin, semble le fait d'un groupe d'analphabètes excités. La librairie a tout particulièrement suscité la rage de ces messieurs : brochures et livres déversés sur le sol, piétinés, rayonnages en partie détruits, une sorte d'autodafé. Les formulaires, les comptes, l'argent de la caisse n'ont par contre pas été touchés. La pièce du Bureau Politique a été bouleversée, sans que cela semble procéder d'une recherche précise de « documents ». Il y a d'ailleurs fort à parier que les soudards, dans leur brutalité malhabile, aient dérangé les micro-émetteurs ou autres systèmes d'enregistrement que leurs collègues d'autres services avaient probablement déjà installés avec un soin extrême.

Les machines IBM servant à la fabrication de ROUGE ont connu la dureté du bois des matraque, mais ont pu être promptement rafistolées.

Plus grave : un ensemble de sonorisation, ainsi que plusieurs sonos portatives, ont disparu, volés. Il y avait pour plus d'un million ancien. La Ligue se réserve bien entendu le droit de porter plainte et de demander réparation. Quelques centaines de francs ont par ailleurs été dérobés dans le tiroir d'un bureau ainsi qu'un magnétophone.

Autres dégâts : portes fracturées, pièces de rechange pour ronéo disparues, stocks de drapeaux systématiquement déchirés.

## ET LES ARMES ?

C'est au cours de cette « perquisition »

menée évidemment sans témoins (donc de façon illégale) qu'ont été découvertes un certain nombre d'armes. Des barres de fer et des bouteilles remplies d'eau : la Ligue en possède comme en possèdent toutes les organisations politiques, c'est un matériel minimum de défense. Des cocktails molotov et des pistolets à gaz (dont la possession est autorisée) : précautions rendues nécessaires par l'attaque, il y a quelques semaines de notre local par un commando fasciste. Les traces d'un début d'incendie, provoqué par les cocktails des agresseurs sont encore visibles sur les murs.

La police avait annoncé avoir découvert deux fusils de guerre. Vu les conditions dans lesquelles s'était déroulée la perquisition, le Bureau Politique de la Ligue décida de mener une enquête pour savoir si, oui ou non, des fusils se trouvaient dans le local. Le fait est là : la présence de deux fusils s'est avérée exacte. En voici l'explication : une dizaine de jours avant le meeting d'Ordre Nouveau, un individu s'est présenté impasse Guéménée en déclarant : « Voilà puisque vous êtes des révolutionnaires, j'avais des vieux fusils, je vous les donne ». Craignant un coup monté, des camarades ont fait ressortir le personnage et conservé son matériel, se réservant de l'évacuer plus tard et discrètement. Ce qui n'a pas été fait. Les responsables de cette négligence seront frappés de sanctions internes.

De toutes façons, comme le déclarait Alain Krivine dans une conférence de presse : « Si nous étions des putschistes, ce n'est pas ce local public que nous choisirions pour y entreposer nos armes ».

Le mystère subsiste sur l'inconnu aux fusils : provocateur ou inconscient ?



photo APL

— La librairie « Rouge » après le passage des vandales de Marcellin.

## mêmes méthodes

— Autodafé nazi dans l'Allemagne d'Hitler.



# des millions de dégats !

# souscription :

LA SOLDATESQUE A TOUT DETRUIT ! RIEN N'A ETE EPARGNE.

MARCELLIN FRAPPE A LA CAISSE,  
POUR RECONSTRUIRE LE LOCAL,  
POUR POURSUIVRE LE COMBAT

IL FAUT DE L'ARGENT !

Souscrivez ! Envoyez vos dons à « campagne anti-fasciste »  
10, impasse Guéménée — Paris 4ème

Chèques bancaires à l'ordre de Françoise Filoche  
Chèques Postaux à l'ordre de Dominique Mehl  
CCP 24 786 41 — Paris

AIDEZ FINANCIEREMENT LA LIGUE COMMUNISTE

# halte à la répression!

Vingt-cinq camarades se trouvaient de garde au local, dans la nuit du 21 au 22 juin. Parmi eux, Pierre Rousset, membre du B.P., qui, étant sous le coup d'une peine de prison avec sursis, avait été désigné pour assurer une permanence impasse Guéméné.

A 5 h 30 vendredi matin, des camarades sont arrêtés à la sortie de l'impasse. Rue Saint-Antoine des cars de CRS et des brigades spéciales stationnent, des flics en civil surveillent les lieux.

6 heures : une compagnie de brigades spéciales frappe violemment à la porte : « Ouvrez ! - Votre mandat de perquisition ? - On n'en a pas, mais vous avez intérêt à ouvrir. Flagrant délit ! ». Les militants ouvrent après une dizaine de minutes (le temps de prévenir par téléphone) et se retrouvent parqués dans une pièce, à l'exception de Pierre Rousset, maintenu isolé dans la salle de garde. En guise de brimade, parce qu'il demandait à être témoin de la perquisition, Pierre Rousset est à moitié déshabillé par les policiers.

6 h 45 : les militants sont embarqués au commissariat du IVème où ils resteront jusqu'à 22 heures.

Jusqu'ici, les flics sont secs mais sans brutalité. Plutôt inquiets même. Visiblement ils se croyaient à l'attaque du fort de la Ligue, il a suffi qu'un camarade ouvre une fenêtre au premier étage, pour que les uniformes qui se trouvaient dessous s'égayent comme une volée de moineaux.

Au commissariat, les filles et les camarades les plus jeunes seront progressivement libérés. Treize militants seront conduits au dépôt et seront libérés le lendemain à 21 h, après être passés devant le juge d'instruction qui leur notifie leur inculpation : infraction à la législation sur les armes.

A aucun moment ils n'auront pu joindre leur avocat. Tel est le principe de la garde-à-vue : isoler les arrêtés pour se livrer à l'intimidation.

Pierre Rousset, pour le même chef d'accusation, est toujours détenu à la Santé. Présent sur lui, déjà, dix mois avec sursis.

## COMME LA GESTAPO

« Sale youpin, c'est bien dommage que Dachau n'existe plus ». Parmi les policiers qui ont procédé à l'arrestation, au convoi ou à l'interrogatoire des militants, certains se sont cru autorisés à évoquer avec nostalgie le temps de la Gestapo. Des

militants étant d'origine juive, ces messieurs qui sont censés représenter la loi se sont répandus en invectives de leur cru, croyant nous insulter en nous traitant de « juifs, bicots, pédés, pas français »... Visiblement circonspects, les policiers ont été peu brutaux, mais se sont largement épanchés verbalement, s'attendant sans doute à des réparties qui leur auraient donné le feu vert pour cogner.

Ces quelques heures de garde-à-vue ont permis de se faire une idée de ce que peut être le sort des jeunes nord-africains ou jeunes noirs régulièrement arrêtés par les rafles du samedi soir : insultes racistes, humiliations, sévices parfois.

## libérez Pierre Rousset !

La détention de notre camarade Pierre Rousset est un acte purement arbitraire. Agé de 26 ans, militant de longue date de la IVème Internationale, Pierre a déjà été emprisonné. Au milieu des années 60, il fut un des animateurs de la gauche de l'Union des Etudiants Communistes. Un des fondateurs de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, il fut avant 68, victime à deux reprises d'agressions fascistes : fracture du crâne, bras cassé... En juin 68, il fut au même titre qu'Alain Krivine arrêté pour « reconstitution de ligue dissoute » après la dissolution de la JCR. Ce fut la Santé durant un mois et demi, puis l'amnistie. Fondateur de la Ligue Communiste, un des principaux animateurs du Front Solidarité Indochine, il subit au printemps 72, 3 mois de détention préventive et fut condamné à 10 mois avec sursis pour avoir rendu un service militant à des révolutionnaires latino-américains.

Le voici aujourd'hui de nouveau à la Santé. Marcellin a trouvé son bouc émissaire. Pas une seconde notre solidarité ne doit se relâcher. Exigeons immédiatement le statut politique, la liberté d'écrire, de lire, de travailler, de recevoir des journaux, pour notre camarade, militant révolutionnaire. Et surtout sa mise en liberté provisoire au même titre que les 13 autres inculpés.

proteste énergiquement contre la collaboration ouverte entre la préfecture de police et les fascistes d'Ordre Nouveau ; la préfecture protégeant le meeting et certains membres des forces de l'ordre allant jusqu'à raccompagner le « service d'ordre » d'Ordre Nouveau à son local ;

(...)  
proteste énergiquement contre la répression :

- perquisition illégale sans mandat et sans témoin au local de la Ligue Communiste, perquisition qui fut le fait d'une bande de « casseurs en uniforme » et qui constitue un précédent extrêmement dangereux ;

- inculpation de militants pour leur opposition au fascisme, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur l'opportunité de leur action ;

estime que la riposte la plus unitaire possible de toutes les organisations politiques, syndicales et démocratiques est nécessaire pour contrer l'accroissement de la politique répressive du pouvoir ; exige donc

- la levée de toutes les poursuites judiciaires qui frappent les militants opposés au fascisme

- la libération immédiate de Pierre Rousset

## lettre à Pierre Monate

LETTRE OUVERTE DE LA LIGUE COMMUNISTE A GERARD MONATE,  
Secrétaire de la Fédération Autonome des Syndicats de Police

Monsieur,

La campagne de presse déclenchée par le pouvoir après la manifestation du 21 juin appelle une réponse et une explication de notre part.

Il semble en particulier que tout soit fait pour souder et dresser la police contre les manifestants ; dans le but, peut-être de préparer pour l'avenir une répression énergique contre les militants révolutionnaires

et l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi nous nous adressons publiquement à vous.

\*\*\*

Vous avez après le 21, fermement dénoncé les violences et les provocations des manifestants.

Nous tenons à cette occasion à rappeler un précédent : celui du meeting tenu par Ordre Nouveau le 9 mars 1971, meeting qui avait également donné lieu à des affrontements entre contre-manifestants et forces de police.

Vous aviez alors protesté contre le fait qu'on ait sciemment laissé les fascistes s'armer et transformer le Palais des Sports en place forte. Le pouvoir a-t-il tenu compte de ce précédent ? Aucunement. Toute la matinée du 21 juin, les apprentis fascistes ont pu en toute quiétude acheminer leur arsenal à la Mutualité. C'est pourquoi nous avons dû nous-mêmes intercepter l'un de leurs véhicules et perquisitionner vers 10 h la Mutualité, sans y provoquer le moindre dégât.

Vous aviez aussi protesté en 71 contre le fait que les policiers aient été utilisés, aux côtés du service d'ordre casqué d'Ordre Nouveau, pour traquer les contre-manifestants isolés. Cette fois, les fascistes sont arrivés en groupe, avec leur matériel, sous la protection de la police, et sont repartis de même à minuit, escortés jusqu'à leur local ; tous les témoins ont pu le constater. Que signifient ces complaisances ?

La collusion de fait, si ce n'est la collaboration délibérée entre les fascistes et les responsables de la police a été aussi criante, si ce n'est pire qu'en 71. C'est pourquoi nous nous étonnons de la position différente que vous avez prise.

Alors pourquoi considérez-vous cette fois qu'il s'agissait seulement « d'assurer la liberté d'expression » et dénoncez-vous si vigoureusement « des provocateurs et des professionnels de la démagogie et de la violence gratuite à l'encontre de fonctionnaires qui ne font que leur devoir dans le cadre des institutions » ?

Deux explications sont possibles :

Ou bien, vous considérez réellement qu'il s'agissait de défendre la liberté d'expression, et vous partagez cette opinion avec le Préfet de Police Lenoir : le caractère du meeting serait jugé simplement idéologique, non susceptible de « troubler l'ordre public »... C'est faux. Il s'agit d'une campagne d'opinion ouvertement raciste et antisémite. A ce titre intolérable et illégale en vertu même de la légalité bourgeoise que la police est chargée de défendre. Il y a quelques jours seulement, les militants nigérisés d'Ordre Nouveau avaient mené à Grasse une telle campagne. Elle a contribué à déclencher des incidents raciaux, conscients et délibérés, sans précédents depuis longtemps et a failli aboutir à un lynchage de travailleurs nord-africains.

Ou bien, la position de la Fédération Autonome dont vous êtes secrétaire serait motivée par le fait que les dégâts ont été plus importants, le bilan plus lourd que jamais, du côté des forces de police. Mais vous devez, vous et vos collègues, vous interroger sur l'attitude et les responsabilités du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de police eux-mêmes.

D'abord, ils ont, par une complaisance ouverte envers les fascistes exaspéré les contre-manifestants. Ensuite, et en plusieurs occasions, des cars ou des policiers isolés se sont trouvés sur le passage des cortèges, au point qu'on peut se demander s'ils n'ont pas été cyniquement utilisés comme appâts, dans l'espoir de graves incidents. Ainsi, les deux cars de police secours attaqués à l'angle du Jardin des Plantes et Place de la Bastille sont largement exploités par la presse à sensation : le chauffeur du premier car, peut-être pris de panique, a foncé dans la manifestation, fendant droit la foule, un manifestant a été grièvement blessé aux jambes. Place de la Bastille, le car s'est trouvé devant le cortège, pourtant visible de loin ; c'est dire qu'il avait le temps de partir. Ce car a été attaqué, des policiers sérieusement brûlés ; mais de nombreux témoins peuvent le confirmer, c'est le service d'ordre de la manifestation qui s'est porté à leur secours, alors même que l'un d'eux, affolé dégainait son pistolet.

Il nous paraît que les autorités responsables ont délibérément exposé des policiers et exploité les incidents pour créer un climat de pogrome contre les révolutionnaires. Au moment où le pouvoir utilise Ordre Nouveau contre les groupes révolutionnaires, le syndicat jaune CFT contre les grévistes, il cherche aussi à renforcer les tendances fascistes dans la police, comme l'ont illustré de récents congrès. Il n'est pas non plus fortuit que la déclaration de Marcellin à Vannes ait été faite le 21 juin même.

Les choses doivent être claires. Nous nous sommes heurtés à des policiers qui protégeaient physiquement un meeting fasciste. Nous ne sommes pas de ceux qui croient pouvoir réformer le corps de police ; nous pensons que la police est un instrument de répression forgé par la bourgeoisie à son usage. Nous pensons en conséquence que la police, de par sa fonction, sert les patrons contre les travailleurs, protège les fascistes contre les révolutionnaires. Mais nous ne tenons pas tous les policiers pour individuellement responsables du rôle de la police. Il y a parmi eux des fils de travailleurs, de petits paysans, de commerçants, venus à la police non par vocation, mais poussés par le chômage. Le pouvoir spéculait sur leur indignation pour mieux les préparer à intervenir contre les travailleurs, comme cela vient d'être le cas à Besançon ou à Fos.

Enfin, et pour résumer, deux questions :

Considérez-vous comme normal qu'on vous fasse protéger des fascistes et intervenir contre des grévistes en lutte pour leurs salaires et leurs conditions de travail ?

Ne pensez-vous pas que l'impunité dont jouissent jusqu'à ce jour ceux qui ont défigurés Richard Deshayes, ou ceux qui, de plus en plus nombreux lancent leurs grenades à tir tendu sur les manifestants, ou ceux qui brutalisent et assassinent dans les commissariats (Mohamed Diab !) ou ceux encore qui se couvrent de leur fonction pour se livrer au proxénétisme et au trafic de drogue, sont les premiers responsables du discrédit de la police ?

Recevez, Monsieur Monate, nos sincères salutations.

Le 23.6.1973

Bureau Politique de la Ligue Communiste.

## solidarité

### MOTION VOTÉE PAR ACCLAMATIONS

Le congrès du PS réuni à Grenoble les 22-23 et 24 juin proteste solennellement contre l'arrestation des 27 militants de la Ligue Communiste et l'occupation des locaux de cette organisation par la police. Il s'agit là d'une grave atteinte aux libertés politiques fondamentales, d'autant plus scandaleuse que dans le même temps, la police protège les bandes fascistes d'Ordre Nouveau.

- Section CFDT, Hôpital Tours - soutien dans votre lutte antifasciste.

L'Assemblée du personnel du lycée technique Jean Lurçat, Paris 13ème, réunie le 26.6.73,

proteste énergiquement contre la campagne raciste que mène notamment l'organisation fasciste « Ordre Nouveau » ;

(...)  
- campagne qui s'est illustrée par la tenue à Paris le 21 juin d'un meeting ouvertement raciste, antisémite, en un mot nazi ;



Cette saloperie est la carte postale éditée par « Ordre Nouveau ». Au dos on peut lire : « Nous Français exigeons : l'expulsion de tous les indésirables ».

# le racisme ne passera pas

Avant-hier les juifs, hier les arabes, aujourd'hui « l'immigration sauvage ». Les premiers, alliés aux marxistes, voulaient détruire l'occident. Les seconds s'attaquaient à la civilisation française. Aujourd'hui, les immigrés, base de masse des gauchistes, mettent en danger la République, l'industrie et la race française. Rien de moins.

La droite chez nous ne se renouvelle décidément pas. En lançant leur campagne contre l'immigration sauvage, les racistes d'Ordre Nouveau n'ont rien inventé. Ce qu'ils présentent comme une « découverte », ou « le fait que les yeux des français s'ouvrent », n'est qu'un ramassis de vieilleries datant de plus d'un demi-siècle. Car il y a longtemps que le capital a compris le rôle décisif du racisme dans la lutte contre la prise de conscience et l'organisation de la classe ouvrière. Diviser les exploités en hommes et sous-hommes, en « nationaux » et « immigrés », c'est diviser — et affaiblir — leur lutte contre le régime bourgeois. C'est aussi dévoyer contre une couche défavorisée de la population la colère et la haine de ceux que la société brime et opprime et qui ont besoin d'exploser. C'est enfin ouvrir la voie à une « fascisation » de certaines couches de la société et de l'appareil d'Etat.

C'est pourquoi, la campagne entreprise par « Ordre Nouveau » ne doit pas être prise à la légère. Elle

correspond à une volonté délibérée d'une fraction de la bourgeoisie. Et elle peut rencontrer par endroits un écho inquiétant : des cafés qui refusent de servir les algériens, des immigrés tabassés, des offres d'emploi « pour Français seulement » et surtout, surtout, une police qui se révèle, dans tous ses actes, raciste et xénophobe, voilà qui prépare un terrain déjà bien gangrené par les circulaires Fontanet et Marcellin.

D'autant plus que les nazillons passent des paroles aux actes. A Nice, plusieurs cafés algériens avaient été attaqués récemment. Dans la nuit du 21 au 22, deux travailleurs immigrés qui revenaient d'un meeting antifasciste ont été lynchés. Et dans la nuit du 23 au 24, plusieurs cafés algériens en banlieue, ainsi que la permanence du PCF à St Denis, ont été attaqués au cocktail Molotov.

Où s'arrêteront les racistes ? Quand le pouvoir les arrêtera-t-il ? Il est hors de question d'attendre sereinement la réponse à ces questions. La peste brune et le racisme se combattent dans l'œuf, à la naissance. Par une campagne de solidarité avec les travailleurs immigrés, d'abord. Mais aussi en répondant coup pour coup à toutes les exactions de l'extrême-droite.

**Travailleurs français,  
Travailleurs immigrés,  
même patron, même combat !  
Le racisme ne passera pas !**

## IL N'Y A PAS QU'ORDRE NOUVEAU...

« Citoyens 73 », publication des CDR, expliquait dans son dernier numéro que « si le gauchisme se porte bien, c'est qu'il est structuré ». Et par qui ? « Citoyens 73 » ne répond pas directement, mais cite des noms, en laissant ses lecteurs libres de conclure :

« Si la vedette est revenue à un jeune agitateur jusqu'alors inconnu, M. Michel Feldschuh, dit « Michel Field », il est bon de connaître aussi les autres manipulateurs du monde lycéen et de quelques ateliers d'OS :

Ligue Communiste : Daniel Ben Saïd, Alain Krivine, Charles Michaloux, Henryck Weber.

Révolution : Isaac Johsua, Henri Maler.

AJS : Daniel Shapira, Charles Stobnicer, Jean-Pierre Zalewski.

AMR : Nicolas Babv, Maurice Najman, Simon Rotensztajn.

Qui se partagent la responsabilité et l'animation desdits mouvements et constituent l'équipe dirigeante de l'actuel révolutionnarisme français. »

Cela rappelle un tract non signé distribué récemment dans toutes les mairies de France, qui expliquait que tous les rouages de l'Etat français étaient aujourd'hui aux mains des juifs et que (nous citons) : « si la Chine a pu faire un bond en avant, c'est que sur 700 millions de chinois, il n'y a que quelques centaines de juifs... ».



## à Grasse, on lutte contre « l'immigration sauvage » !

Grasse, ville des fleurs, veut faire partie de la « vitrine » de la Côte d'Azur : une ville propre, une ville pour le tourisme. Mais ce « joyau » a un problème, ou plutôt un cancer : plusieurs milliers de travailleurs immigrés la font vivre. Entassés dans la vieille ville, mal payés, maltraités, ils en ont eu assez. Le 12 juin, ils ont manifesté à 300 sur la place de la mairie. Le Maire est venu les accueillir, bardé de tricolore et a lancé sur eux les flics, les pompiers et les honnêtes commerçants. La ratonnade a duré l'après-midi entière et la nuit ensuite, où les CRS sont venus chercher les travailleurs dans leurs chambres. De nombreux blessés n'ont même pas osé aller à l'hôpital se faire soigner...

Ordre Nouveau a saisi la balle au bond : recouverte d'affiches contre l'immigration sauvage, la ville a réellement belle allure et son maire réformateur peut affirmer « ça ne badinera pas ».

A Nice d'ailleurs, depuis quelques mois, « ça n'a pas badiné » : les synagogues, les magasins juifs, des murs ont été bombés d'inscriptions : « Rallumons les fours crématoires ! ». Contre l'immigration dite sauvage et contre la communauté juive, les vrais sauvages se mettent à l'œuvre. Il est nécessaire de les arrêter tout de suite !



## de Massu en Bigeard

C'est un vieux de la coloniale. Un baroudeur sorti tout droit des romans fascistes de Lartéguy. Un de ces paras aux larges épaules, tutoyant ses hommes, direct et sans façons, une main sur la gâchette, l'autre pédalant à la « gégène ». Un Massu en plus sportif et en plus jeune, tout aussi discipliné, courant à la défense des trois couleurs partout où la subversion les menace. Un des plus valeureux de Dien Bien Phu. L'homme de la Casbah lors de la bataille d'Alger. Le para crapahuteur de Dakar à la République Centrafricaine pour garantir nos possessions néo-coloniales. Puis le léopard enfin consacré, à la tête des troupes françaises dans l'Océan Indien stationnées à Madagascar.

Il se nomme Bigeard. Il est général. Il est désormais adjoint au gouverneur militaire de Paris. De Gaulle avait un Massu-de-guerre-civile, Pompidou et Marcellin semblent avoir trouvé son remplaçant. Cette récente nomination de Bigeard, figure aussi légendaire que la casquette qui porte son nom, n'est pas anodine. L'adjoint au gouverneur militaire de Paris est chargé de veiller, aux côtés de la police et des corps de répression spécialisés, au maintien de l'ordre.

Il a pour tâche « d'établir et de mettre en œuvre le plan de défense opérationnelle du territoire de Paris, et assure les liaisons avec le Préfet de Police dans le cadre du plan général de protection et en cas de crise intérieure ». La nomination de Bigeard est la consécration des relations entre la police et l'armée en cas de crise révolutionnaire, c'est un pas de plus vers l'attribution des tâches de maintien de l'ordre à l'armée, c'est une illustration éclatante de la construction par la bourgeoisie d'une armée de guerre civile contre les travailleurs.

Second flic de Paris après le Préfet de Police Lenoir, Bigeard vient sauver l'ordre mal en point. Et pour ces tâches de flic, l'expérience ne lui manque pas. En 1957, sous les ordres de Massu, lors de la Bataille d'Alger, il était responsable du secteur décisif, la Casbah, quartier algérien et populaire de la ville. Pour Bigeard ce fut une grande leçon de chose, une répétition générale en quelque sorte, où l'armée assumant officiellement les tâches de police, l'on vit naître un véritable ordre totalitaire. Bigeard régnant sur la Casbah, ce fut l'« ilotage » en vertu duquel chaque habitant était fiché et contrôlé à tout moment, ce furent les perquisitions illégales, ce furent les rafles, ce furent les disparitions, et surtout ce fut la torture. Bigeard n'est pas le seul dépositaire de cette tradition bien française de la gégène ou de la magnéto, mais il ne s'est pas fait prier. Des preuves ? Les déclarations, les citations, les témoignages se comptent par dizaines et il est de bon ton d'en jeter quelques uns à la face de ce grognard monté en grade.

C'est un de ses confrères, le général Allard, qui rappelle cette visite d'un ministre en 1957 au PC de Bigeard. Ce dernier, fier de l'action de son régiment, répondant aux félicitations déclara : « Monsieur le Ministre, vous pensez bien qu'on arrive pas à de tels résultats avec des procédés d'enfant de chœur ». Ce à quoi il lui fut répondu de veiller à ce qu'il n'y ait pas « trop de bavures ».

C'est Yves Courrières qui raconte une réunion d'Etat-major : « Massu admire : 1 200 arrestations, 80 déferés au Parquet, 600 assignés à résidence, 300 remis en liberté... « Hein, vous avez vu le travail » gromelle Massu qui couve Bigeard d'un œil mi-ennemi, mi-admiratif. Mais Teitgen intervient : « Si je compte bien, mon colonel, (il s'adresse à Bigeard) dans votre calcul il manque 220 bonshommes. Que sont-ils devenus ? » « Lorsque quelqu'un demandera des comptes, répond le colonel, ce sera signé Bigeard. Ils ont disparu vos 220 bonshommes ».

Ou bien c'est cette note d'orientation de Bigeard, concluant « vous interrogerez durement les vrais coupables, avec les moyens connus qui nous répugnent ». Sans pudeur —

Ou encore c'est le même Bigeard, en mai 58 dirigeant un « centre d'entraînement à la guerre subversive » où la torture est matière d'enseignement...

Après les vietnamiens, les algériens, les sénégalais et les malgaches, Bigeard se trouve sur le chemin des travailleurs français. A ces derniers de lui rappeler ses aventures coloniales.

J.K.

# « l'Humanité », le fascisme et l'Histoire.

L'Huma du samedi 23 publie un article signé Georges Bouvard et intitulé « Contre le fascisme, les seules armes... ». C'est à ce jour, et à notre connaissance, la seule position de fond prise par la presse du PCF sur les manifestations antifascistes du 21.

D'abord, Bouvard dresse un constat. Les événements, dit-il, justifient l'inquiétude manifestée et la campagne menée par le PCF. Il s'indigne de voir parader une organisation fasciste ; il s'indigne encore de la « protection officielle » accordée aux fascistes par le ministère de l'intérieur, pire de leur enrôlement comme « auxiliaires » de la police...

Après ce long suspens, Bouvard sort la botte secrète « les seules (ou plutôt la seule) armes... » : « le rassemblement de toutes les forces de la démocratie... »

Et Bouvard d'enchaîner aussitôt : « C'est ce rassemblement que mettent en cause, une fois de plus, les agissements des groupes gauchistes. En se livrant à des provocations délibérées, (...) les gauchistes servent, non la liberté, mais le Pouvoir. Voilà pourquoi nous dénonçons les agissements gauchistes comme nuisibles à la cause même de la liberté »

Reprenons d'abord Bouvard sur une question : de fait, nous avons appelé et participé à la manifestation du 20 juin (Charonne-gare de l'Est). Et ce en dépit des exclusives lancées contre nous par le PCF, grand parti de rassembleurs, comme chacun sait !

Reprenons ensuite Bouvard sur une question théorique. Pour lui nous ne servons pas la liberté, nous lui sommes même nuisibles, symétriquement aux fascistes en quelque sorte. Ce Bouvard a la liberté claironnante. Marx enseignait en son temps qu'il fallait gratter les abstractions idéologiques de la bourgeoisie pour mettre à nu leur signification de classe : liberté de qui ? au profit de qui ? La liberté en majuscule, celle de la devise républicaine n'est que la fétichisation, l'idéalisation de la libre entreprise, de la libre concurrence, de la liberté d'exploiter son prochain.

Et Bouvard en fait le veau d'or du mouvement ouvrier. Or, il n'y a pas de liberté au dessus des classes, de libertés abstraites. Il y a les libertés démocratiques (droit de réunion, liberté d'expression...) que nous ne méprisons pas, que nous défendons dans la mesure où elles aident le mouvement ouvrier à s'organiser pour la lutte. Mais du point de vue de la bourgeoisie, la défense de la liberté, c'est la défense du droit de licenciement pour les patrons ou du lock-out contre les occupations d'usine portant atteinte à la propriété privée...

En un mot nous refusons d'en rester au problème des « libertés » ; le véritable enjeu, et rien ne sert de le cacher, c'est la défense du mouvement ouvrier, des positions qu'il a conquises.

## RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE OU FRONT DE CLASSE ?

Enfin, Bouvard conclut sur un clin d'œil et d'un air entendu : « Si le fascisme n'est pas passé en France en d'autres temps, ce fut grâce à de toutes autres méthodes... »

Curieuse façon d'éduquer avec des allusions et des sous-entendus ; curieuse façon de gommer l'histoire. Car si le fascisme n'est pas passé en France, il est passé en Italie et en Allemagne. Et le parti communiste de l'époque, en Allemagne, porte une lourde responsabilité, lui qui envoyait ses militants contre les réunions socialistes (qualifiées pour l'occasion de social-fascistes) pour les briser, alors qu'il laissait parader et prospérer la peste brune nazie. Cette division tragique du mouvement ouvrier allemand, dont l'Internationale stalinienne porte l'écrasante responsabilité devant l'histoire fut la brèche principale par laquelle le fascisme s'est engouffré.

A l'heure du programme commun, le PCF n'en est pas à taxer le PS de social-fasciste. Le verra-t-on en revanche répéter sur sa gauche la vieille tactique, en traquant l'hitléro-trotskyisme (air connu des vieux stalinien...)

Quant à nous, nous ne connaissons qu'une solution pour combattre le

fascisme : le front unique de classe, le front unique des organisations ouvrières ! Et non le « rassemblement » équivoque dont parle Bouvard, ce rassemblement qui veut s'étendre à droite, sans distinction de classe, pour mieux exclure à gauche des parties vives du mouvement ouvrier.

Le front uni de classe, voilà l'arme principale, camarade Bouvard. Et qu'autour de cette charpente seulement s'élargisse le front des démocrates ! C'est pourquoi, contre le fascisme, l'Etat policier, les bandes armées du capital, nous proposerons à votre parti, inlassablement, malgré les rebuffades et les exclusives, l'unité d'action et le front unique. Si vous le refusez, c'est une fois encore vous qui porterez la responsabilité de la division ouvrière face aux périls.

## « LES SEULES ARMES » ?

### LESQUELLES ?

Mais, G. Bouvard, nous ne resterons jamais à la traîne de vos silences, de vos dérobades, de vos défections. Prêts à l'unité, nous battant pour, oui ; mais paralysés par votre propre immobilisme, non. C'est pourquoi, le 21 juin, nous avons pris nos responsabilités, alors que le jour même, en dernière minute, vous protestiez par communiqué presque invisible dans l'Huma contre le meeting raciste.

Nous ne surestimons pas l'importance immédiate du danger fasciste, ou du groupe Ordre Nouveau comme tel. Nous avons enregistré le durcissement du régime qui a alarmé le PCF lui-même. Mais il ne suffit pas de parler de « glissement autoritaire ». Ordre Nouveau ne peut agir dans l'immédiat que sous la protection du pouvoir. En contre-manifestant nous avons mis à nu une partie du dispositif repressif, de ses ramifications. Les militants d'Ordre Nouveau se font la main dans les facultés et puis on en retrouve certains dans le commando CFT qui attaque les grévistes de Peugeot-St Etienne. La police protège les fascistes, et puis elle-même met à sac les locaux de la Ligue, tient des propos racistes et antisémites contre les militants arrêtés, se déchaîne contre les travailleurs de Fos ou de Besançon.

Le meeting d'Ordre Nouveau pouvait peut-être passer inaperçu, enfoncer les démocrates un peu plus dans leur accoutumance somnolente.

Nous avons fait éclater le scandale. Il n'est déjà pas négligeable à nos yeux que l'Huma parle du problème, s'inquiète du rassemblement fasciste prévu pour l'automne près de Digne, dénonce les meetings racistes prévus à Marseille et St Etienne.

Mais la riposte énergique aux manœuvres d'approche des groupes fascistes constitue aussi une démonstration. De plus en plus, les luttes ouvrières des deux derniers mois l'illustrent, les travailleurs auront à faire front aux bandes armées : à Fos la police, à Peugeot ou Citroën la CFT, à la Sécurité Sociale de Montpellier les CDR... Face à ces méthodes patronales, il faut

# merci Lutte Ouvrière

Après le meeting fasciste du 9 mars 1971, Lutte Ouvrière, qui ne participait pas à la contre-manifestation, publiait un article intitulé : « la guerre ou la gué-guerre ? ».

On y lisait : « à l'exception de quelques facultés, en aucun endroit Ordre Nouveau n'ose s'attaquer aux militants de gauche, moins encore aux militants ouvriers ». Cette affirmation, discutable à l'époque, est devenue franchement fausse aujourd'hui : non seulement des militants de la Ligue ont été gravement blessés récemment à Nice et à Paris, mais encore il y avait des militants d'Ordre Nouveau, identifiés par l'Humanité, dans le commando patronal de Peugeot-St Etienne.

Pire ! L'article paru dans le N° 252 de L.O., après la manifestation du 21 juin, sous la signature de Sylvie Fréjus, est un chef-d'œuvre de bigoterie réformiste.

## « CHANTAGE AU DESORDRE » ?

La camarade Fréjus pourfend d'un coup de plume « la puérité de ceux qui attendent de la démocratie bourgeoise qu'elle prenne la défense des libertés démocratiques ou qui essaient de la contraindre à le faire par un chantage au désordre ».

Cela mérite attention.

1) La démocratie bourgeoise n'a guère l'impression que nous avons « attendu », comme le dit L.O., quoi que ce soit. Nous avons exigé et agi pour, c'est tout différent. Nous n'avons jamais reproché à L.O. d'avoir puérement renforcé les illusions électoralistes en participant à des élections législatives qui sont une des différences entre la démocratie parlementaire bourgeoise et la dictature militaire comme en Espagne ou en Grèce. Il est juste pour des révolutionnaires d'utiliser les libertés démocratiques bourgeoises et même de les défendre au moment où elles sont de plus en plus encombrantes pour la bourgeoisie elle-même. A condition bien sûr de ne pas en rester là comme le fait le PCF et de les défendre par la mobilisation effective, non par la protestation...

2) Nous aurions fait du « chantage au désordre » ! Menacer d'interdire un meeting raciste, et non seulement menacer mais le faire, c'est pour L.O. du chantage au désordre. Même le PCF n'a pas osé placer la discussion sur ce terrain. Il y a dans l'argument de Sylvie Fréjus la marque d'un esprit policier. Car, par rapport à l'ordre bourgeois, toute forme aigue de lutte de classe constitue un chantage au désordre ! Un mot d'ordre de grève constitue un chantage au désordre de la production ; un appel à manifester un chantage au désordre de la circulation. Les actions du mouvement ouvrier sont efficaces dans la mesure où elles gênent l'ordre établi. Que désormais Sylvie Fréjus surveille son vocabulaire de ministère de l'Intérieur.

## UNE SYMPATHIE SYMPATHIQUE...

Peut-être prise de remord, ou simplement soucieuse de ménager la chèvre et le chou, la camarade Fréjus doit quand même (en bas de la 2ème colonne) dire

que la « sympathie » de L.O. va à ceux qui se sont battus. C'est gentil, mais il était temps !

Mais les choses en restent là : pas un mot sur les perquisitions et le sac de notre local, pas un mot sur les inculpations, pas un mot sur les menaces de dissolution. Sympathie du bout des lèvres et du haut des gradins, mais pas un mot de soutien ni de solidarité ! L.O. est la seule organisation à n'avoir même pas pris position dans un communiqué : le PS l'a fait, la CDP l'a fait, l'UEJF l'a fait, l'AJS même l'a fait dans des termes qui débordent le PC sur sa droite ; L.O. non !

Enfin, comme bouquet, Sylvie Fréjus nous donne une leçon moralisante et paternaliste de politique réformiste : nous avons eu tort de vouloir nous substituer à la classe ouvrière et mener des combats que celle-ci ne mène pas ; « c'est au sein de la classe ouvrière qu'il faut faire de la propagande anti-raciste » ; « car il ne s'agit pas de se préoccuper des réactions et des envies du milieu étudiant et petit-bourgeois, mais de celles de l'ensemble de la population ».

Faut-il s'excuser, demander pardon, promettre qu'on ne recommencera pas ?

Construire un parti révolutionnaire, mettre en avant des revendications que la classe ouvrière ne fait pas spontanément siennes, mener la lutte anti-militariste alors que la masse des travailleurs n'en éprouve pas encore le besoin, soutenir la révolution indochinoise qu'une majorité trouve trop lointaine pour s'y intéresser, tout cela revient-il, dans l'esprit de la camarade Fréjus, à se substituer d'une manière ou d'une autre à la classe ouvrière ? Ou bien est-ce simplement jouer le rôle d'une avant-garde qui montre la voie, cherche à élever le niveau de conscience des travailleurs et non à coller aux préjugés du moment ? Faire de la propagande anti-raciste dans la classe ouvrière, se battre pour que les sections syndicales et les centrales prennent en charge cette lutte, c'est nécessaire ; mais c'est complémentaire et en rien contradictoire avec la lutte anti-fasciste que doit mener l'avant-garde.

Sylvie Fréjus voit dans tout cela une opposition entre ceux qui suivent « les envies » du milieu étudiant et ceux qui suivent « les envies de l'ensemble de la population ». Pour nous, la lutte de classe n'est pas une question d'« envies ». Les envies de l'ensemble de la population ont pu être jadis « du pain et des jeux », ou en termes plus modernes du tiercé et du cul ! Nous nous plaçons du point de vue des intérêts (et non des envies, Sylvie !) du prolétariat. Et, de ce point de vue, s'adapter aux envies de la population, c'est, en dehors de périodes exceptionnelles (de crises révolutionnaires !) capituler devant les préjugés, renoncer à la révolution, ne pas jouer son rôle d'avant-garde. C'est substituer au marxisme une morale de dame patronnesse.

Sans rancune, Sylvie.

Et encore merci, L.O. !

Daniel BENSARD

organiser l'autodéfense ouvrière. Par rapport à cette nécessité, les manifestations antifascistes comme celle de jeudi ont un sens : montrer que la résistance est possible à condition de prendre les choses à temps, et de se donner les moyens nécessaires.

Georges Bouvard semble opposer la riposte de masse à la riposte minoritaire. Or, ce ne sont pas les véritables termes du débat. La riposte de G. Bouvard, c'est celle du rassemblement démocratique électoral, celle de la protestation verbale après coup, celle qui laisse assassiner Overney et Labroche (militant du PC écrasé par une voiture des CDR il y a un an) sans lever le petit doigt ; c'est en un mot la réponse classique des réformistes qui commencent à céder un peu pour capituler beaucoup ensuite. Notre riposte, c'est celle du front uni de classe, de la vigilance organisée, de l'auto-défense ouvrière, de la violence révolutionnaire répondant à la violence du capital ; c'est en un mot la réponse des révolutionnaires à la lumière de l'expérience du mouvement ouvrier.

D.B.

## VIGILANCE !

Un pouvoir qui ordonne à sa police de protéger un meeting fasciste... Y a-t-il meilleur encouragement pour tous ceux qui, au sein des corps de répression, ont la nostalgie des ratonnades et du bon temps de Charonne ? Trouvant peut-être le pouvoir officiel trop mou, certains peuvent tenter de rééditer l'expérience de triste mémoire du commissaire Dides et de ses flics fascistes durant la guerre d'Algérie. Les coups de gueule de certains jeunes corps lors des récents congrès des syndicats de police le prouvent. Il faut le savoir car ces individus ont l'habitude de pouvoir combiner l'appareil de renseignements de la police « officielle » et une liberté d'action que n'offre pas la légalité bourgeoise. Leur action peut revêtir diverses formes : de la « découverte » d'un char frappé au sifflet de la Ligue au cassage de gueule de certains de ses dirigeants.

Messieurs, nous sommes prévenus.  
A bon entendeur, salut !



photo SYGMA

# LIP

## et pourtant ça tourne !

**Lip tourne sous la direction des ouvriers. Depuis une semaine déjà ! La remise en route de l'usine c'était pour beaucoup de travailleurs une sorte de provocation, un moyen de frapper un grand coup. Mais qui aurait été imaginer un tel succès, un tel retentissement à l'échelle nationale et internationale ?**

### LE MOIS DE JUILLET EST PLANIFIÉ

D'emblée, la solidarité ouvrière s'est étendue comme une trainée de poudre : 400 comités d'entreprise qui entrent en contact avec les ouvriers de Lip pour passer des commandes. 64 millions de francs de vente en une semaine !

Sur place, le moral des travailleurs est gonflé à bloc. La mobilisation est tout à fait impressionnante : les gardes sont assurées sans rechigner la nuit et le week-end. Et pas par quelques jeunes courageux mais par une masse d'ouvriers. On y voit aussi bien des gars qui ont 15 ans de maison que des mères de famille. Déjà des roulements sont prévus pour que les départs en vacances puissent avoir lieu sans arrêter la production et l'occupation. Le mois de juillet est planifié...

### ENCORE MAI 68 !

Le trust Ebauches a réagi publiquement avec une grande dureté : dans un communiqué, il rappelle froidement qu'il avait décidé de restructurer l'entreprise, écrasée par « des charges financières exagérées, dues, entre autres, aux pertes consécutives aux événements politiques de mai 68 ainsi qu'aux engagements imposés à la société dans le domaine social sous la pression des mêmes événements ». Dénonçant les « vols », les « voies de fait », la « vente sauvage », il subordonne l'ouverture de négociations à l'arrêt de « l'agitation sociale ».

En réalité, derrière cette fermeté apparente, le trust Ebauche manifeste la volonté de garder la main-mise sur Lip dont la renommée (curieusement renforcée par les derniers événements) est un atout pour le développement de son propre réseau commercial. Il ne veut donc pas la mort de Lip et serait prêt à certaines concessions à condition que ses « partenaires français » fassent un effort de leur côté...

### QUITTE A ALLER EN PRISON

Les menaces d'Ebauches-SA sont restées jusqu'ici sans effet et la mise sous séquestre n'a rien changé jusqu'ici à ce qui se passe dans l'entreprise. Le gouvernement — face à cette lutte largement populaire — est hésitant et divisé. Mais les gaullistes les plus endurcis n'épargnent pas la démagogie : Poncelet se déclare prêt à acheter une « Lip 73 »... quitte à aller en prison. Messmer ne voit pas de conflit à Besançon donc pas de raison d'intervenir. Edgar Faure essaye de profiter de l'occasion pour regonfler la vieille baudruche de la participation. Dans l'immédiat, ils n'ont mis en avant aucune proposition concrète.

**« NOUS NE SOMMES PAS DES MARCHANDS »**

Mais le succès même de la remise en marche



de l'usine n'est pas sans poser des problèmes ardu pour la conduite du mouvement.

La commission de popularisation est submergée sous une nuée de journalistes de la presse écoutée et parlée : de tous horizons, de toutes tendances.

La commission gestion, la commission vente — face à l'afflux fantastique des demandes — s'imposent des horaires de travail harassants. Une deuxième chaîne de fabrication a dû être mise en marche lundi.

Cette « surchauffe » de certains secteurs comme la comptabilité fait ressortir un danger réel : celui de faire passer avant tout le souci de produire et de vendre au maximum au détriment des conditions de travail et de la discussion collective sur la conduite de la lutte elle-même.

Ce danger a été compris : le week-end dernier, les ventes ont été arrêtées, non par manque de montres, mais pour que des camarades exténués puissent souffler. On a insisté sur le renforcement des commissions et la participation de tous à l'organisation du mouvement.

« L'objectif No 1 n'est pas de vendre des montres, mais d'expliquer notre conflit. Les montres doivent rester le support de la solidarité. Notre but principal, c'est de dénoncer l'opération scandaleuse qui laisse depuis 70 jours 1300 travailleurs sans savoir de quoi demain sera fait » a dit un des animateurs du mouvement.

### PAS D'AUTOGESTION EN SYSTEME CAPITALISTE

La durée de l'expérience fait apparaître un deuxième péril : le retour de tentations autogestionnaires. Les prises de position à ce propos des principaux animateurs du mouvement ont été très claires : il n'y a pas d'ilot de socialisme possible dans une seule usine en système capitaliste. La remise en route de l'usine est avant tout un moyen d'auto-défense contre les licenciements. Mais, au travers des conversations sur place, on se rend compte que des illusions existent çà et là.

Le vrai problème, ce n'est pas la « rentabilité » impossible d'une usine sous gestion ouvrière ; c'est d'imposer qu'il n'y ait aucun licenciement et pas de « restructuration » sur le dos des travailleurs.

On a parlé d'une intervention de l'IDI. On parle, tout récemment, d'une reprise éventuelle de Lip par James Marshall, administrateur d'un groupe industriel anglais... Le vrai problème n'est pas non plus de savoir sous quelle étiquette capitaliste on travaille, à quelle sauce on peut être mangé... Ce qui compte, c'est encore une fois ce pour quoi les travailleurs de Lip se battent depuis le début : le refus des licenciements, la garantie de leur emploi, de leur salaire et de leur qualification.

Pour cela, l'essentiel est de créer le meilleur rapport de forces possible. C'est pourquoi non seulement la vente des montres est nécessaire, mais aussi l'élargissement du soutien au niveau national et international, la popularisation, l'explication de la lutte de Lip dans toutes les usines, dans tous les quartiers.

A cette tâche, tous sans exclusive doivent participer. Et les militants révolutionnaires peuvent jouer là un rôle décisif.

S.T.-F.L.

### PRETS A SE DEFENDRE

Après l'intervention d'une brutalité incroyable de la police à Besançon, la hargne des travailleurs contre les forces de l'ordre est solidement ancrée.

Le dépôt du bilan par les administrateurs et le projet de mise sous séquestre laissent planer la menace d'une intervention policière. Oseront-ils rentrer dans l'usine pour en chasser les ouvriers comme ils l'ont déjà fait pour « libérer » les administrateurs « retenus » ? Ce serait pour eux une lourde erreur.

Mais il faut se préparer à toute éventualité. On redouble de vigilance. Les gardes sont renforcées. Les travailleurs de Lip savent bien que — tout seuls — ils ne peuvent vaincre les flics. Mais ils ont prévu d'abord de se défendre comme il faut, ensuite de faire appel à la solidarité locale : en actionnant la sirène pour prévenir le quartier ; en faisant circuler des voitures-sonos ; en mettant tout de suite en place une liaison téléphonique avec les boîtes en travail continu.

Rhodiacéta a déposé un préavis permanent de grève au cas où le gouvernement chercherait à briser le mouvement à Besançon. Comme ceux de l'usine Chausson de Reims qui étaient venus prêter main-forte aux grévistes de Citroën, gageons qu'ils connaissent le chemin de l'usine Lip...

En cas d'intervention policière, l'idée d'une grande manifestation de masse dans la ville est déjà lancée. Si le gouvernement commet cette erreur, les travailleurs ne seront pas pris au dépourvu.



photo SYGMA



## Discussion avec les travailleurs de Lip « les rapports entre les individus ont changé »

**Qu :**  
Pourquoi avez-vous décidé de remettre une chaîne en marche ? Est-ce un premier pas vers la remise en marche totale de l'usine ou pour avoir assez d'argent pour tenir ?

**X :**  
Surtout pour tenir.

**Y :**  
C'est vrai. Mais aussi, dans l'escalade enclenchée, c'était pour créer un impact politique. C'était ça le but essentiel. Et aussi d'assurer un « salaire de survie » aux 1300 personnes de l'usine.

**Qu :**  
Comment fonctionne la chaîne qui a été remise en marche ?

**X :**  
On fait son travail dans les mêmes conditions qu'avant. Seulement les horaires ne sont pas fixés. Les gars décident eux-mêmes de la quantité de pièces qu'ils sont prêts à faire. Il y a des gens qui travaillent la journée entière et font — à peu de choses près — leur horaire habituel. Chacun fait ce qu'il juge bon pour la cause.

Sans compter qu'il y a le boulot, et il y a tout le reste : il y a des gars qui travaillent la journée et prennent part aussi aux gardes de nuit, aux gardes du week-end, etc... Par exemple, samedi-dimanche derniers, moi je suis resté une quinzaine d'heures dans l'usine. Ça n'empêche pas qu'aujourd'hui je vais y passer la journée.

Et puis, on ne peut pas rester seulement dans l'atelier : il y a des discussions. Il faut se tenir au courant. On va aux réunions ; on va voir des gars du Comité d'Action, etc...

C'est pour ça qu'il peut arriver que j'accepte ici de faire un travail que je refusais de faire en temps normal.

**Qu :**  
Tout le monde ne travaille pas dans l'usine. Est-ce que ça ne pose pas de problème entre ceux qui travaillent à la chaîne et les autres qui militent dans l'entreprise et participent à des activités plus intéressantes ?

**Y :**  
Dans l'immédiat on n'a pas eu de problème. Mais on y a pensé. Tout un tas d'activités ont été prévues pour que ceux qui n'ont rien à faire s'occupent et ramènent du fric. Par exemple, faire des bracelets et les mettre en vente.

Il y a aussi le décolletage qui a repris le travail, à la suite de la commande d'un industriel. Là, le travail est bien organisé : il y a quelques machines qui tournent et les gens peuvent se relayer.

**Y :**  
Oui, il faut bien voir qu'on ne peut pas faire la même chose dans tous

les services :

Au décolletage ils ont un personnel capable de faire tourner les machines et ils peuvent faire un roulement. A l'habillage par contre, une poseuse de cadran ne peut pas être remplacée par n'importe qui, un emboîteur non plus...

Pareil pour la comptabilité : il y a une commission qui s'en occupe pour toutes les montres qui sont vendues. Ce sont des gens qui ont des capacités indispensables et qui ne peuvent pas être remplacés comme on veut. Ce sont des gens spécialisés qui l'assurent.

**Qu :**  
Est-ce que les chefs de service gardent une fonction si les gens eux-mêmes peuvent organiser leur travail ?

**X :**  
Nous par exemple on a un chef de service qui fait son boulot exactement pareil. Par habitude il organise le travail dans le service. Les gens l'ont admis ; ils pensent qu'il fait partie de nous. Mais il le fait sans faire preuve d'autorité, sans s'imposer comme le chef.

**Y :**  
Oui, les rapports entre les individus ont changé. On n'a plus affaire à cette autorité, à cette hiérarchie... D'ailleurs, quand on distribuera l'argent récolté, il n'est pas question de hiérarchiser les salaires. Tout le monde aura la même chose.

**X :**  
Il n'est pas question qu'il y ait un chef qui vienne dire :

« c'est moi le chef ; fais ça » ! Chacun dans la mesure de ses moyens fait son boulot. Moi par exemple, je suis responsable de la qualité ; je continue à faire mon travail de la même façon. Si un gars fait un sale boulot par exemple, je lui donne des « retours ». Mais c'est pas en tant que chef : je fais partie d'une équipe ; on fait un travail ; mon travail c'est de voir ce qui ne va pas ; je le signale au gars ; il n'en discute pas ; il n'y a pas de problèmes de ce genre là entre nous. Les gens qui avaient des problèmes avec nous, ils se sont éliminés d'eux mêmes. C'était le 3ème collège...

**Qu :**  
Tu as expliqué tout à l'heure qu'il fallait des spécialistes dans la commission gestion. Mais est-ce qu'ils sont tout seuls, ou est-ce qu'ils sont contrôlés ?

**X :**  
Ils sont contrôlés par tous les gens qui sont susceptibles de s'y intéresser et capables de comprendre ces problèmes-là. Moi, par exemple, je ne pense pas que je pourrais leur apporter quelque chose, alors je ne m'en occupe pas.

**Y :**  
On pourra rendre des comptes aussi bien au personnel qu'aux autres. Notre mouvement continuant, on arrivera un jour à distribuer une paye. Si quelqu'un dit : « pourquoi je touche telle somme ? », on pourra lui dire : voilà, il y a eu tant de pièces vendues. Il y a une comptabilité qu'il pourra contrôler s'il le désire.

Mais c'est valable aussi en cas de négociations. On nous accuse de vol, de recel ; on est capable de rendre des comptes exacts. C'est pourquoi il faut des gens qualifiés pour le faire.

**Qu :**  
Est-ce que les commissions rendent compte de leur travail devant l'Assemblée Générale ?

**Y :**  
Tous les matins, les commissions rendent compte de leurs activités de la veille et du chiffre d'affaire également.

**X :**  
Mais, tu sais, ils rendent des comptes en donnant les grandes lignes générales, sans entrer dans le détail. D'ailleurs personne ne le leur demande... Le personnel a confiance dans ceux qui font ça : des gens qui ont travaillé des 12 h et 13 h dans l'usine et qui ont monté la garde après, si on ne leur faisait pas confiance, ils auraient de quoi se dégoûter. D'ailleurs, moi, si quelqu'un me demandait des comptes dans le détail sur le travail que je fais dans l'usine, je l'enverrai chier!...

**Qu :**  
Est-ce que toutes les tâches du mouvement et le travail en plus ça ne fait pas trop lourd ?

**X :**  
Il y a des gens qui commencent à dire : oui, dans le fond, c'est bien beau notre mouvement, mais on fait beaucoup plus d'heures que d'habitude... Si des gens font tout ce travail, c'est qu'ils pensent que vraiment c'est utile de le faire.

**Y :**  
C'est vrai qu'il faut veiller aux conditions de travail. C'est la tâche des commissions du matin de les améliorer. Il y a eu par exemple le problème du service-vente. Les gars ont gueulé parce qu'ils en faisaient trop. Ils ont refusé de travailler samedi-dimanche. A partir de lundi, l'horaire sera aménagé.

**X :**  
Ça vient du fait que, pour la vente des montres, il y a eu toute une organisation à mettre sur pied. Alors que pour nous, à la production, le problème ne s'est pas posé : il y avait du travail en route. On l'a repris dans les mêmes conditions qu'avant, sauf qu'il n'y avait plus certains gros chefs. Mais ceux-là d'habitude, ils nous emmerdent, ils pinaillent plus qu'autre chose. Bien souvent, ils nous font même perdre du temps. C'est plutôt mieux comme ça...

### REMETTRE EN MARCHÉ L'ENTREPRISE : UNE IDÉE QUI COURAIT DÉJÀ DEPUIS QUELQUES SEMAINES.

Le 18 juin, après la séquestration des 2 administrateurs, et la grande manifestation du 15, les ouvriers décidaient de remettre en marche l'usine.

L'idée avait déjà été lancée, quelques semaines auparavant. Voici quelques extraits de tracts distribués sur l'entreprise par des camarades de Besançon de la Ligue Communiste :

#### LE 21 MAI

« L'épreuve de force se fera au moment où le patronat décidera d'appliquer les réformes qu'il juge indispensables (licenciements). Là encore il faut d'ores et déjà discuter, et la riposte est meilleure si elle est prise en charge par l'ensemble des travailleurs.

Une seule solution : l'occupation, avec, pour assurer la survie financière de la grève, le maintien de la production horlogère et sa vente au prix coûtant à la population (c'est une arme dont les ouvrières de Millau se sont servies avec succès : elles vendaient les pantalons qu'elles produisaient) »

#### LE 4 JUIN

« Si les administrateurs refusent de payer après le 10 juin, et si les travailleurs se mettent en grève, pourquoi ne pas continuer à faire marcher l'usine au profit des grévistes ? En vendant les montres sur les marchés, aux portes des entreprises ! ça s'est déjà fait : l'an dernier les ouvrières d'une fabrique de pantalons à Millau (Larzac) vendaient les pantalons dans les rues pour la caisse de grève »

### Lip-Robin des idées qui font leur chemin !

A Lorient les ouvrières de l'usine Robin sont également en lutte. Instruites par l'exemple de Lip, elles envisageraient de reprendre elles aussi la production. D'après une dépêche APL du 25 juin, elles auraient pris contact avec les travailleurs de Lip, qui auraient déjà passé une commande de 3 000 pantalons.

A suivre...

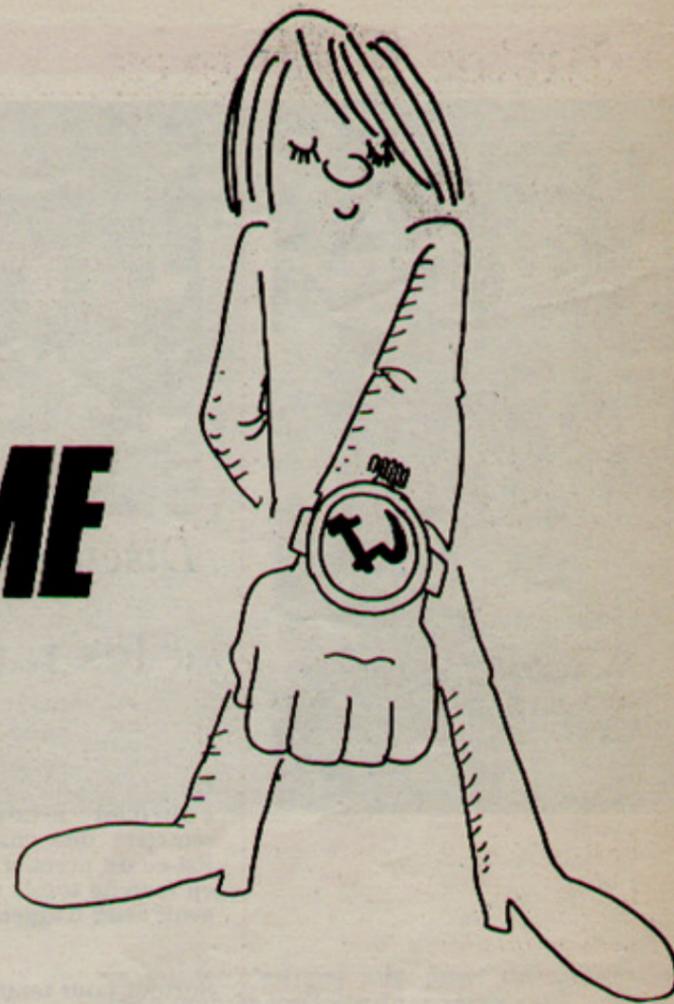
### les ouvriers de Lip cassent les prix

A Dijon un horloger a baissé les prix de ses montres pour garder ses clients : il les vend 20 % moins cher...

### les pharmaciens avec nous

Certains pharmaciens, pour marquer leur sympathie au mouvement ont pris une mesure en faveur des travailleurs de Lip : ils vendent les médicaments en ne faisant payer que la somme non remboursée par la Sécurité Sociale.

# MANIFESTATION D'INTERNATIONALISME PROLETARIEN



Malgré une pluie battante, plus de 600 manifestants défilent le long de l'avenue Léopold Robert vers la Maison du Peuple.

La manifestation a lieu à l'appel du Comité d'Action de Lip, des comités de soutien suisses de Bienne et de la Chaux-de-Fonds. Des travailleurs suisses de la FTMH (Fédération syndicale de l'horlogerie), des travailleurs français de l'usine Lip y participent, ainsi que le syndicat des ouvriers typographes de Zurich. Elle est soutenue par la LMR et la Ligue.

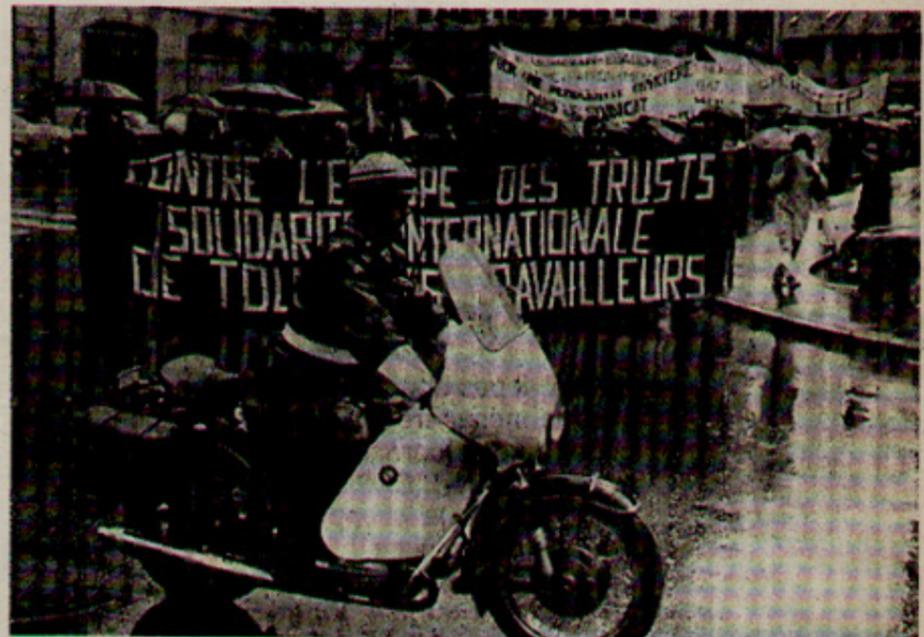
Le cortège est très dynamique. En tête, une énorme banderole : « contre l'Europe des trusts, solidarité de tous les travailleurs »

Les mots d'ordre se succèdent :

- Ebauches-Lip : même patron, même combat
- Lip tourne sous contrôle des travailleurs : solidarité
- contre l'Europe des trusts, des flics et des patrons, vive l'Europe des travailleurs
- Lip occupée : solidarité
- Vive l'internationalisme prolétarien
- Unité des travailleurs de l'horlogerie

Le défilé se termina par un meeting : un militant d'un comité de travailleurs suisses prit la parole sur la sécurité de l'emploi et la situation dans l'horlogerie suisse, la nécessité d'une riposte dépassant le cadre des frontières ; il souligna la mollesse des directions syndicales suisses. Un militant du C.A. de Lip expliqua le sens de la lutte à Besançon.

600 personnes en Suisse, c'est non seulement une manifestation importante, mais un vivant démenti à la politique de « paix sociale » prônée par les patrons et les bureaucrates syndicaux.



## quel soutien ?

■ A Besançon, le soutien se développe très tôt, avant même que la grève soit effective. Dès le 12 mai en effet, à l'initiative de l'UL-CFDT un comité de soutien se crée regroupant :

- les organisations syndicales et apparentées : CFDT, CGT, FEN, CNSF, UNEF
- les organisations politiques : PCF, PSU, PS, LC
- Les organisations culturelles, familiales et de jeunesse : APF, ASF, JC, UEC, MRJC, Vie Nouvelle.

A la première réunion s'est posé le problème des exclusives : certaines organisations jugées « anti-syndicales » (Révolution, CDP, Front Rouge) sont bannies d'office par l'UL-CFDT. Lutte Ouvrière, acceptée, n'y mettra pas les pieds selon sa bonne habitude...

Peu après un tract CGT est distribué sur la boîte critiquant la CFDT qui « accepte et même fait venir l'extrême-gauche ». La réaction des travailleurs de Lip est exemplaire : immédiatement une pétition circule dans l'usine exigeant l'unité la plus large des syndicats, et des travailleurs entre eux face aux licenciements. C'était aussi une façon de se battre contre les exclusives portées à l'encontre de certaines organisations révolutionnaires.

Le comité de soutien popularise la lutte dans les quartiers de Besançon, les syndicats intervenant surtout dans les entreprises. Pour préparer la manif du 24 mai, des réunions d'appel eurent lieu dans les quartiers ouvriers de la ville : Planoise,

Palente. Dans le quartier de Clair Soleil, 80 personnes assistent à un meeting ; un comité de quartier est constitué.

Sur la faculté des sciences, un meeting appelé par les syndicats enseignants et le comité de lutte étudiant aboutit à la mise en place d'un comité de soutien « sciences » qui éditera un journal.

Dès le début de la remise en marche de la production, de fait le rôle du comité de soutien s'est restreint :

- la popularisation est réellement faite par les grévistes : voitures, sonos, tracts, etc...

- le soutien financier à leur lutte est largement assuré par les ouvriers de Lip eux-mêmes : la vente rapporte beaucoup plus que n'importe quelle collecte, aussi massive soit-elle : en une semaine, 64 millions d'anciens francs !

Mais il serait erroné et dangereux de ne faire du comité de soutien qu'un cartel d'organisations sans aucune vie ; il faut au contraire rester vigilants : la mise sous séquestre laisse ouverte la possibilité d'une intervention policière.

Aujourd'hui le soutien doit s'élargir et dépasser le cadre de Besançon. Il faut développer des comités de soutien locaux à la lutte de Lip, comme cela s'est fait à Toulouse et à Dôle, comme cela peut se faire demain dans la région parisienne. En Suisse même, à Bienne, à Chaux-de-fonds se sont créés des comités de soutien.

Aujourd'hui, des milliers de travailleurs ont les yeux fixés sur Lip. Le capitalisme international veut en faire un exemple, nous en ferons une victoire.

ACHETEZ DES MONTRES

BON DE COMMANDE

Je désire acquérir.... montres Lip fabriquées par les travailleurs maîtres de l'usine pour une somme de.... Frs, montre que je me charge de revendre (par un comité de soutien, par exemple).

Nom.....

Adresse.....

Découper et adresser à M. Jean Ragenes pour le comité d'action 37 bis rue du Polygone, Besançon 25 000.

SOLIDARITE

CCP 20 89 43 Dijon

Roland Vittot

avec mention :

« Soutien aux travailleurs de Lip »

# FOS GREVE GENERALE



Mardi 19 juin : Georges Ségué est à Fos. Le climat est tendu depuis plusieurs mois. Avec la fin des chantiers, 11 000 travailleurs sont menacés de licenciement. 4000 travailleurs assistent au meeting dans la cantine inter-entreprises du chantier Solmer. Ségué parle : « après le Fos industriel, il faut construire le Fos social ». Pour l'emploi, il propose la constitution d'une commission Etat-patrons-syndicats-élus locaux. On parle du mouvement de grève pour le lendemain, d'une grève de 24 H au cas où la réunion paritaire du 21 ne donnerait rien. Aucune perspective d'action précise n'est avancée le 19.

Le lendemain matin, les piquets sont en place et toute la matinée des affrontements très violents se produisent avec les gardes mobiles.

## UNE PREPARATION CLANDESTINE

Les délégués se sont réunis dans la nuit et ont décidé de passer à l'action sans l'annoncer. Pourquoi ? Pour éviter que les gardes ne soient sur les lieux dès le matin, comme cela s'était produit déjà le 5 juin. Mais les mobiles sont là, prévenus malgré tout, dès la mise en place des piquets. Ils chargent durement à plusieurs reprises le piquet qui recule. Le correspondant de « La Marseillaise » est tabassé dans un car. Trois travailleurs algériens qui arrivaient au travail sont embarqués et matraqués. L'un d'entre eux sera hospitalisé à Martigues.

Mais avec l'arrivée massive des tra-

vailleurs, le « front » se stabilise. On s'arme : les galets sont nombreux dans la région et le matériel imposant. Les gars avancent désormais, près d'un millier, contre 300 gardes mobiles. Quand, après plusieurs heures de combat, un camion-grue les charge à revers, c'est la débandade et la démoralisation chez les mobiles. Ils s'enferment dans leurs cars, mitraillés par les galets et déguerpissent.

Aussitôt, on occupe le maximum de surface. Des barrages sont élevés au bulldozer sur les 5 routes principales qui mènent au chantier Solmer, à 2 kilomètres au-delà. Le patron du chantier et quelques cadres tentent de franchir un barrage en voiture. Sortis du véhicule un peu durement, ils peuvent craindre un moment d'être lynchés. Mais on va les garder en otages pour obtenir la libération des 3 camarades algériens arrêtés. Le secrétaire de la section CGT parvient finalement à les faire relâcher : « les cadres sont pourris mais pas autant que les CRS ».

## LE PCF ET LA CGT APPELLENT A LA SOLIDARITE

Dans la matinée du 20 juin, l'UD-CGT diffuse des tracts d'alerte dans les entreprises de Marseille et d'Aix. Les employés communaux de Martigues cessent le travail. Les dockers de St Louis débrayent tout l'après-midi. Des prises de parole ont lieu à la compagnie française de raffinerie. Des attroupements se forment dans les rues de Port de Bouc. Les militants du PCF et de la CGT appellent à des actions,

et ça répond dans la population de la région de Fos où travaille une classe ouvrière dure, révoltée par l'intervention des mobiles.

La direction de la CGT avance comme seule perspective la participation à la manifestation pour les libertés. Néanmoins, son appel, jusqu'à Marseille et Aix, est inhabituel par sa rapidité. C'est qu'à Fos tout le travail d'implantation et d'organisation est à faire. La direction réformiste craint plus un échec devant la police qui compromettrait gravement le travail d'implantation ultérieur que les risques présents de débordement.

## FUIR LA BOUE

La participation aux piquets est du reste très faible. Des milliers d'ouvriers habitent Avignon, Aix, Nîmes, Marseille et donc fuient le site infernal de Fos. La grève est acceptée d'enthousiasme et surtout l'érection des barrages. Mais l'on s'occupe peu du mouvement. La grève, c'est l'affaire des délégués. On fait confiance ou non au délégué, mais tout ça c'est ses affaires. La façon même dont le mouvement a été préparé, l'absence d'association des travailleurs aux formes de lutte et à leur détermination, tout cela rend inefficaces les appels des dirigeants à renforcer les piquets. Il reste que quand les travailleurs de Lip donnent aux classes ouvrières française et suisse un extraordinaire exemple, ceux de Fos ont rappelé avec force que l'arsenal des CRS et gardes mobiles pèse peu face aux armes des travailleurs décidés à se défendre.

Correspondant

## FOS OU LE FAR WEST

De la boue et des torchères à n'en plus finir. Fos-sur-mer ou le Far-West de la France capitaliste.

Eux, ils ont tout laissé tomber pour venir y travailler. Les salaires étaient alléchants. Le travail, les patrons juraient leurs grands dieux qu'il y en aurait pour au moins dix ans. Alors, ils ont quitté leur pays, ils ont tout abandonné, ils en ont même parfois oublié leur famille qu'ils voient quelques fois l'an, ils se sont endettés dans l'espoir de s'installer dans le coin. Et puis, ils se sont résignés à s'entasser dans des roulottes humides, des caravanes inconfortables agglutinées les unes aux autres. A risquer leur vie aussi : on compte 40 accidents du travail par jour à Fos !

Aujourd'hui, les illusions tombent. Le capital leur a menti. Deux ans après, cyniques, une fois bâtie sur leur sueur l'armature de cet énorme complexe qui s'ouvre à la Méditerranée, les patrons les remercient. Sans plus.

Fos aujourd'hui ce sont 4000 licenciements avoués par le ministère des affaires sociales et de l'emploi, en vérité 10 000 dans l'immediat et 15 000 dans deux ans (voir V.O. N° 1504).

Voilà le décor des récents affrontements entre gardes mobiles et piquets de grève. Les travailleurs de Fos veulent « monter sur Paris ». Pour dire qu'ils n'ont pas à faire les frais de la rentabilisation. Pour expliquer aussi que sur un chantier où la semaine de travail est au minimum de 50 heures, où dans certaines entreprises elle atteint 60 et même 80 heures, les licenciements sont évitables : il suffit de réduire la durée du temps de travail. Pour exiger enfin que le jour de la fin effective du chantier, tout licenciement s'accompagne d'une garantie de reclassement et d'un maintien du niveau de salaire.



## LE 20 JUIN A MARSEILLE

4 à 5000 personnes ont manifesté le 20 juin sur la Cannebière. L'UD-CGT et la Fédération des Bouches-du-Rhône du PCF et la Ligue Communiste distribuent des tracts contre l'agression policière à Fos et appellent à la riposte. Parmi les organisations révolutionnaires, seule la Ligue avait appelé à défilé. 300 militants défilèrent en queue de cortège, chantant leurs mots d'ordre sur Lip, Fos, l'auto-défense ouvrière et la campagne raciste d'Ordre Nouveau.

## Saint-Loup HGP

# DES SEIGNEURS DU SIECLE DERNIER

Depuis le 25 mai, les 300 travailleurs de l'usine Héritiers Georges Perrin de St Loup sont en grève illimitée et occupent leur usine.

H.G.P. c'est un petit baron du textile qui veut marcher sur les traces de Boussac : une quinzaine d'usines de filature et de tissage dans les Vosges, l'Alsace, la Haute-Saône et jusqu'en Belgique et aux USA.

A Saint-Loup, HGP emploie 300 personnes (35 % de portugais, 60 % de femmes). Les patrons sont des financiers, mais ce sont aussi de véritables seigneurs du 19ème siècle : ils imposent au personnel des cadences incroyables pour des salaires dérisoires. Face aux revendications ouvrières les plus élémentaires, ils n'ont qu'une seule réponse à la bouche : NON !

Depuis 1893 - année où fut fondée l'entreprise - ils n'ont pas signé le moindre accord avec les syndicats !...

L'existence même d'une organisation syndicale dans l'entreprise est considérée comme un obstacle à abattre. A plusieurs reprises dans l'usine H.G.P. de St Loup des embryons de section syndicale ont vu le jour, étouffés par la répression et les manœuvres patronales.

Après une série d'échecs, il a fallu attendre mars 73 pour que l'organisation

syndicale se reconstitue après un patient travail clandestin : la jeune section CFDT obtient 87 % des voix ouvrières aux élections professionnelles.



Le 25 mai, une réunion de délégués pose un cahier de revendications. Un préalable : 0,50 F pour tous plus 0,15 F pour les plus défavorisés. La direction refuse toute discussion.

Les choses ne tardent pas : information, assemblée générale, vote de la grève illimitée. 95 % des travailleurs y participent. Un comité de grève est mis en place ; un piquet boucle l'entrée.

Dans la ville, la température monte : meeting de 300 personnes, manifestations. Les patrons des autres boîtes s'affolent. Par peur de la contagion, certains iront jusqu'à accorder 1,30 F de l'heure d'augmentation. Un petit patron déclare avec candeur : « vous savez les gars, je ne suis plus tellement au courant des prix, allez vous renseigner »... Renseignements pris, il accorde deux fois 10 %...

Mais à H.G.P. la direction est nettement plus coriace : les réunions du comité central d'entreprise ne donnent rien. Les patrons exigent le respect de la « liberté du travail ». En pure perte : seul 30 jaunes se présentent. Un camouflet ! Mais ils ne cèdent toujours pas.

Alors, on décide l'occupation. Puis, c'est une manifestation qui bloque les rues. Le 14 juin, le directeur et quelques jaunes restent à l'usine plus longtemps

que prévu, « retenus » deux heures par les grévistes. Le lendemain, ils négocient. Première concession : 0,10 F. Ça ne fait pas le poids : la grève est reconduite.

Le 16, un comité de soutien est créé à l'initiative de la CFDT (CGT, PC, PSU, PS, TC, FEN y participent). Le 18, les patrons proposent : 0,15 F. Ça ne fait toujours pas le compte.

Le 21, une manifestation regroupe 500 personnes. Vendredi matin, les travailleurs bloquent les directeurs, les collent dans une voiture et les emmènent d'autorité à la maison-mère, à Cornimont. Mais le protocole d'accord proposé, malgré quelques concessions, reste toujours 0,15 F de l'heure. L'assemblée générale refuse les 15 centimes.

Le protocole d'accord devait être signé le 23. Mais ce jour-là, les travailleurs attendent en vain : le directeur est « parti en week-end chez sa belle-mère » ! Tant de mépris ressoudent les grévistes. La lutte continue.

Quelle qu'en soit l'issue, les travailleurs des HGP ont déjà remporté une victoire face à ce patronat de droit divin.

Il y a quelques jours, le directeur lui-même a déclaré : « il ne me sera plus possible de commander comme avant ».

le 23 juin  
Correspondant



Gammis

Mitterrand avec Régis Debray.

La théorie du foyer de guérilla dans la conquête de l'Élysée.

# FRANÇOIS I<sup>er</sup>

Un congrès l'applaudissant à la polonaise, un parti à sa botte, Mitterrand peut être content de lui.

A Epinay, il y a deux ans, dans une partie incertaine, Mitterrand avait été contraint de composer avec les tendances en présence, trempant dans les magouilles de couloir comme un vieux routier de la SFIO. Cette fois, à Grenoble, les jeux étaient faits d'avance. Assuré d'une très confortable majorité, Mitterrand a distribué les bons points et les réprimandes. Le CERES, en particulier, en a pris pour son grade. Accusés de construire un parti dans le parti, les militants groupés autour de Chevènement et de Martinet ont été violemment critiqués. On leur a reproché de claironner un peu trop fort qu'ils étaient les premiers artisans du renouveau du parti. Mitterrand ne l'a pas entendu de cette oreille et a revendiqué comme il se doit le premier rôle dans la renaissance du PS. Au-delà de ces effets de tribune et de ces escarmouches de congrès, c'est la question même de l'orientation du parti socialiste qui est en cause. Plus encore que la motion fourre-tout qui a rassemblé 92 % des mandats, les attaques contre le CERES ont fait l'unanimité. Car les conceptions du parti défendues par le CERES commençaient à gêner Mitterrand aux entournures.

## DESTIN NATIONAL

Les intentions de celui qu'on surnomme François Ier dans le PS sont claires : se servir de l'Union de la Gauche et de l'alliance avec le PC comme tremplin pour l'Élysée. Afin d'établir un rapport de force conséquent avec le PC, il a besoin d'un parti socialiste crédible. Cette première phase de l'opération qui est en train d'être atteinte a été minutieusement décrite par Mitterrand lui-même :

« Je constate simplement que l'Union de la Gauche passe par le Parti Communiste. Mais l'Union de la Gauche, nécessaire au renver-

sement de majorité et donc de politique, est loin d'être une condition suffisante. La démocratie socialiste, pour être capable d'exercer son leadership au sein de la nouvelle majorité, doit élargir son audience à sa gauche (par la rigueur de son programme économique) et à sa droite (par son libéralisme politique). D'où l'importance que j'attache à la formation d'un mouvement politique apte à équilibrer d'abord, à dominer ensuite, le Parti Communiste et à détenir enfin par lui-même, en lui-même, une vocation majoritaire ».

François Mitterrand  
Ma part de vérité  
page 120

Mais ce n'est pas suffisant.

Pour être élu, Mitterrand sait qu'il a besoin de plusieurs millions de voix « modérées ». Et pour gagner ces électeurs libéraux qui hésitent entre la nouvelle société de Chaban et l'Union de la Gauche, Mitterrand ne doit pas apparaître prisonnier d'un parti ou d'une alliance. Il doit avoir les mains suffisamment libres pour pouvoir jouer les « bonaparte » non seulement dans le PS, mais surtout dans l'Union de la Gauche. En 76, pour vaincre, Mitterrand devra être plus un candidat porté par un « destin national » qu'un candidat d'un ou des partis de gauche.

Avant tout le monde, Mitterrand a compris que la bi-polarisation politique, l'évolution du régime parlementaire, l'absorption graduelle du centrisme par le magma majoritaire condamnaient toute tentative de 3ème force. Contrairement à Defferre qui voulait ignorer le PC, Mitterrand cherche à l'utiliser. Désormais, il joue sur du velours. Prisonnier de sa stratégie frontiste, le PCF est condamné à marcher avec Mitterrand. Le poisson est bien ferré. Il suffit de le lever.

## LES DEUX BOUTS

Toutes les démarches de Mitterrand dans le parti socialiste sont subordonnées à son projet

politique. Il lui faut gagner de l'espace sur sa gauche et sur sa droite. Dans le parti socialiste, cela se traduit par l'alliance conflictuelle avec Defferre-Mauroy d'un côté et le CERES de l'autre. Mais en dehors même du PS, Mitterrand doit attirer les milliers de jeunes touchés par la crise profonde de la société bourgeoise et écœurés par le modèle stalinien, tout en gardant la confiance de la vieille famille politique libérale.

Cette tactique à double détente est contrariée par la gauche du PS qui veut « bolchéviser » le parti. Un exemple : Mitterrand fait tout un numéro à la tribune pour réclamer un contrôle plus étroit sur les élus. A ce sujet, le CERES a proposé une mesure précise : les parlementaires socialistes doivent verser leurs indemnités au parti qui leur retournera un salaire. Mitterrand trouve cette proposition démagogique, seulement propre à recueillir les applaudissements d'un congrès. Il s'agit pourtant d'une disposition élémentaire pour un parti qui ne voudrait pas renouveler que sa façade. Mais Mitterrand n'a pas envie de se mettre à dos le groupe parlementaire socialiste dont les « pesanteurs sociologiques », comme on dit, tirent nettement vers la droite. En fait, ce débat, anodin en apparence, renvoie à un problème plus profond : celui de la nature du PS et de son rôle dans l'Union de la Gauche.

## UN VÉRITABLE INSTRUMENT

Mitterrand sait parfaitement qu'il ne peut espérer transformer dans des délais respectables la composition sociale du parti. Il ne souhaite d'ailleurs pas avoir un parti social-démocrate profondément implanté dans la classe ouvrière. La SFIO a vécu pendant des décennies sur ce mythe d'un parti socialiste ouvrier. Mollet cultivait les relations avec FO qui était le relais naturel de la SFIO dans le mouvement ouvrier. Mitterrand a abandonné cette chimère. L'objectif, ce sont « ces

couches socio-professionnelles qui se reconnaissent dans la gauche sans aller jusqu'à admettre le système communiste ».

La SFIO de Mollet était un parti d'ouvriers de la petite et moyenne industrie et de fonctionnaires, notamment les enseignants (voir encore l'influence de l'appareil social-démocrate dans la FEN). Le parti socialiste de Mitterrand veut asseoir son influence sur les nouvelles couches salariées. Les actions que Mitterrand a proposées à la tribune du congrès de Grenoble touchent surtout les problèmes d'environnement et de cadre de vie, secondairement les luttes de la classe ouvrière. Les militants sont invités par exemple à manifester contre les écoutes téléphoniques, à soutenir les associations de consommateurs ou à protester contre l'immobilisation du « Korrigan » dans le port de Brest. Toutes choses fort intéressantes mais qui ne remettent pas en cause l'hégémonie du PCF sur la classe ouvrière. Georges Marchais d'ailleurs s'est montré plutôt satisfait de cette orientation. Elle correspond tout à fait à l'idée qu'il se fait de l'Union Populaire : le parti communiste, « le grand parti de la classe ouvrière », rassemble les travailleurs, au parti socialiste d'amener les couches moyennes dans le « rassemblement des forces démocratiques ». Ainsi le PCF restera l'avant-garde et le moteur de l'Union de la Gauche.

Mitterrand a vertement rabroué à la tribune ceux qui, vaille que vaille, tentent d'implanter des sections d'entreprise et de donner une assise ouvrière au parti socialiste. Pas question de faire « un faux parti communiste avec de vrais petits-bourgeois ». Pour Mitterrand, il importe de faire un vrai parti attrape-tout, instrument de ses projets élyséens. Jusqu'à présent, il a parfaitement réussi. Et maintenant qu'il est placé sur orbite, on ne voit pas ce qui l'empêchera de graviter autour de l'objectif.

Arthur COLT

lettre  
de  
pampelune

# CHRONIQUE

## DE LA GREVE GENERALE

Il y a maintenant plus d'un mois que les travailleurs de Motor Iberica sont en grève contre le transfert sans indemnité de l'usine à l'autre bout de la Navarre.

Mercredi 13 Juin,  
grâce aux comités de soutien...

Les ouvriers de Motor Iberica occupent l'usine et barrent la route, obligeant les camions envoyés par la direction pour déménager les machines à rebrousser chemin. La Guardia Civil disperse les manifestants en leur tirant dessus avec des balles de caoutchouc qui font très mal mais ne tuent pas. Les 200 travailleurs de l'usine s'enferment dans l'église de San Salvador. Dans un de nos tracts, nous expliquons qu'« il est très important de rompre définitivement avec les actions isolées et d'ouvrir à la combativité actuelle la perspective de grève générale. Tous les travailleurs doivent aujourd'hui répondre par une riposte unitaire à l'offensive du capital et de la dictature (...). Tous dans la rue ! Paralyser Pampelune doit être notre mot d'ordre ! Paralyser Pampelune est la tâche que la direction des Commissions Ouvrières (CC.OO) doit assumer en organisant des assemblées générales, des arrêts de travail, des manifestations, des comités de soutien et d'extension des grèves ».



photo GAMMA

### « Un vent de guerre civile »

Après le 14 juin, assemblées ouvrières, manifestations, barricades et affrontements avec la police se succèdent sans interruption dans la très chaude atmosphère de Pampelune. Les arrestations se multiplient. La police et la Guardia Civil locales, complètement débordées par la détermination de la population, reçoivent le renfort d'unités spéciales de Lagroño et de Saragosse, pendant que le gouverneur civil va prendre des instructions à Madrid. Le déplacement des forces de répression est des plus impressionnants, le nombre de détenus atteint très vite 3000 ! Les commissariats étant saturés, une partie d'entre eux est alors parquée sur la Place des Taureaux, et aussitôt s'organise un important piquet d'assaut pour les libérer. Après un très dur affrontement avec la police, le piquet doit reculer. Le mot d'ordre « liberté pour les détenus » devient alors un des axes de la lutte.

Les autorités, craignant le pire, organisent l'occupation militaire de tous les édifices officiels : mairie, prisons, locaux du syndicat officiel (C.N.S.)... le gouverneur civil, dans un communiqué radio-diffusé, somme les commerçants de « garantir une vie normale et l'approvisionnement de la population ». A travers la vitalité et la détermination des masses, derrière les préoccupations du gouverneur civil, on sent souffler un vent de guerre civile.

Les jours suivants, la lutte s'étend à toute la province navarraise (Barlada, Villaba, Irurzun, Estella, Tudela, etc...) et à une partie du Guipuzcoa.

### Les premiers enseignements

Au moment où je rédige ces lignes, la lutte continue, l'heure n'est pas encore venue d'un bilan exhaustif. Je me limiterai donc à souligner quelques enseignements que nous pouvons dès à présent tirer :

1) Face à l'incapacité de la direction bureaucratique des CC.OO à étendre la grève de Motor Iberica à l'ensemble des travailleurs navarrais, le moteur des journées de Pampelune a été et demeure le réseau des « Comités d'extension de la grève » qui regroupent les ouvriers et les étudiants les plus combattifs.

2) Les positions et les perspectives défendues par notre organisation ETA(VI) ont été confirmées dans leur ensemble par le déroulement des événements. La lutte du prolétariat ne se généralise pas par décret des bureaucrates dirigeants des CC.OO, quel que soit le caractère de celles-ci. Il est nécessaire d'organiser la lutte à la base, de coordonner les commissions d'entreprise, d'impulser à partir des commissions des assemblées ouvrières, des arrêts de travail, des

manifestations, des comités de soutien et d'extension de la grève. Tout cela exige un fonctionnement démocratique des commissions ouvrières. L'indigence de la direction des CC.OO nous a obligés à assumer la responsabilité que nous exigeons d'elles. Ainsi, nous proposons à la base des CC.OO les tâches que la situation exigeait, en même temps que centralement nous impulsions des comités de soutien à Motor Iberica.

3) Comme celle du Ferrol, de Vigo, de Madrid et de Barcelone, la grève générale de Pampelune a montré une fois de plus l'impasse à laquelle est vouée l'orientation réformiste du PCE qui cherche à canaliser le mouvement vers les voies légales tracées par la bourgeoisie, comme le syndicat vertical C.N.S. La combativité des masses trouve dans les méthodes de lutte directe son expression la plus efficace. C'est aussi à travers l'auto-organisation de la lutte (piquets d'auto-défense, comités d'extension...) que des milliers de travailleurs ont vécu l'expérience, partielle certes, de la seule voie vers le renversement de la dictature, celle de la grève générale révolutionnaire.

4) Il faut cependant reconnaître le caractère encore embryonnaire de l'auto-organisation des luttes. Si des comités d'extension et des piquets d'auto-défense ponctuels constituent un net progrès, nous ressentons profondément à Pampelune l'absence d'une direction centralisée de la lutte, d'un comité central de grève capable de propager rapidement les mots d'ordre qui seraient immédiatement repris par la totalité des masses en lutte. L'auto-défense est jusqu'à présent plus ou moins spontanée, et c'est en partie la raison pour laquelle les piquets d'assaut n'ont pas pu empêcher l'arrestation de nombreux camarades et libérer les détenus de la Plaza de Toros.

5) Enfin, l'absence d'un parti révolutionnaire organisé et implanté à l'échelle de l'Etat espagnol laisse la lutte des travailleurs navarrais sans perspectives d'ensemble, alors qu'un tel parti permettrait d'étendre la lutte à d'autres villes et provinces. La faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire est l'ultime raison du caractère seulement embryonnaire de l'organisation de ces jeunes de Pampelune.

**Solidarité avec Motor Iberica !  
Retour des machines  
et réouverture immédiate de l'usine !**

**Levée immédiate des sanctions et  
des licenciements !**

**Libération des détenus !**

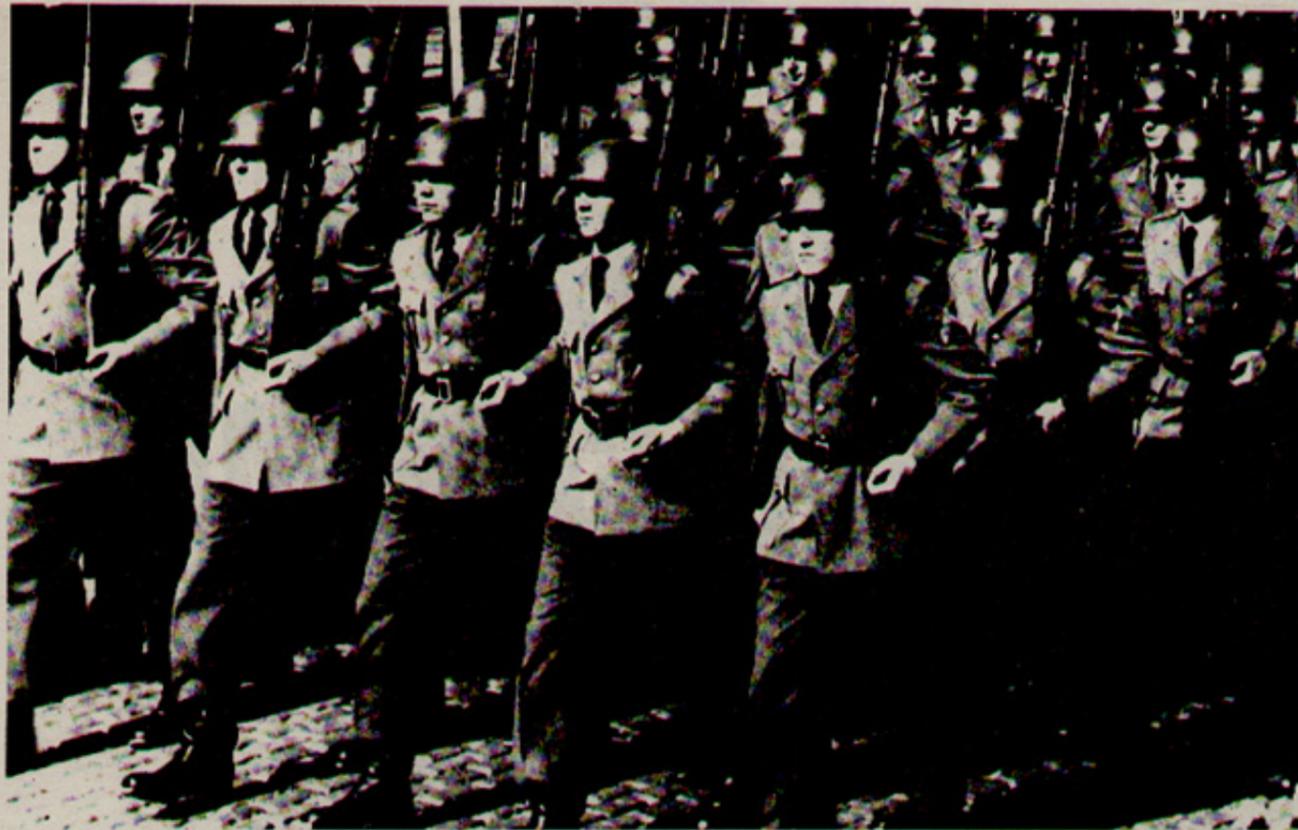
**Seule la lutte ouverte, généralisée  
et organisée peut faire reculer la  
bourgeoisie : en avant pour la  
généralisation du mouvement !**

**A bas l'Etat policier !  
IRAULTZA ALA HIL !  
(la victoire ou la mort !)**

Pampelune le 19 juin  
Correspondant  
militant de ETA(VI)

Judi 14 Juin  
de 50 à 18 00  
la couleuvre grossit

Les travailleurs de Motor Iberica acceptent notre proposition d'organiser une « couleuvre » pour généraliser la grève. Cela signifie concrètement qu'une délégation de 50 travailleurs de l'entreprise quitte l'église San Salvador et se dirige vers l'usine Super-Ser, qui s'arrête. Le flot s'étant grossi, le cortège des travailleurs, la « couleuvre », se dirige vers le polygone de Landaben (25 usines et quelques ateliers). Tous arrêtent le travail. Les « grises » et la Guardia Civil apparaissent. La couleuvre (qui compte alors 18 000 ouvriers !) se divise en petits groupes. Certains se dirigent vers le centre de Pampelune, d'autres vers la Pachapea où l'église de San Salvador a été encerclée. Il est 8 heures du matin. Les affrontements avec la police dureront toute la journée. L'après-midi, les boutiques commencent à fermer. Le lendemain, tous les commerces sont fermés ainsi que les écoles, les lycées, les banques et les bureaux. C'est la grève générale !



## BRUIT DE BOTTES...

## EN ALLEMAGNE AUSSI ?

□ Bruits de bottes sur l'Europe !... Dans cette vague générale, l'Allemagne ne fait pas exception. Après la chasse aux sorcières lancée contre la « Fraction Armée Rouge » plus connue comme la « bande à Bader », après la chasse aux Arabes qui suivit l'attentat de Munich, le gouvernement du « socialiste » Willy Brandt tente de mettre hors-la-loi une des principales organisations révolutionnaires du pays : le KPD. C'est le scénario habituel : locaux perquisitionnés, des militants arrêtés, deux dirigeants emprisonnés. Si le prétexte de l'offensive contre le KPD est l'occupation de l'Hôtel de Ville de Bonn lors d'une récente visite du fantoche Thieu, la répression contre l'extrême-gauche a pour origine la montée de la combativité ouvrière en Allemagne de

l'Ouest. Il s'agit d'empêcher les organisations révolutionnaires de participer à ces luttes, de les politiser. Pour conserver l'hégémonie de la social-démocratie sur la classe ouvrière, les révolutionnaires sont calomniés, poursuivis, interdits, traités comme des bandes de malfaiteurs.

La riposte ne s'est pas faite attendre : le 23 juin à l'appel du KPD et du GIM (Section Allemande de la Quatrième Internationale), une manifestation a regroupé dans la ville de Karlsruhe, 3 000 personnes venues de l'ensemble du pays. 3 000 c'est peu. Mais en Allemagne, où le mouvement ouvrier est peu centralisé, c'est un succès relatif. Des délégations de la Ligue Communiste et de la Ligue Marxiste Révolutionnaire, sections française et suisse de la IVème Internationale, participèrent à cette manifestation.

La bourgeoisie allemande tente d'éviter une confrontation globale avec l'ensemble de l'extrême-gauche. Elle concentre ses coups sur l'organisation qui lui semble la plus vulnérable, le KPD, groupe mao-stalinien qui, par son sectarisme s'est isolé du reste de l'extrême-gauche révolutionnaire. Mais quand la répression frappe, quels que soient les désaccords, il faut serrer les coudes ! C'est ce principe qu'on mis en pratique nos camarades du GIM, en se solidarissant avec le KPD. La plupart des groupes qui composent l'extrême-gauche allemande n'ont pas réagi. Ils n'ont pas compris que l'interdiction du KPD est une menace contre toutes les tendances révolutionnaires. De nombreux faits vont dans ce sens : récemment, la bureaucratie syndicale a décidé dans les fédérations du papier de l'imprimerie et de la métallurgie, que l'appartenance à une organisation communiste, ou même le soutien aux revendications révolutionnaires sont des motifs d'exclusion du syndicat. Le Parti Communiste Allemand a promptement soutenu cette décision.

En Allemagne, comme ailleurs, c'est un combat décisif qui se prépare. Comme l'a déclaré à « Rouge », un membre du B.P. du GIM : « Qui aujourd'hui ne sait pas se défendre contre la répression, ne représentera jamais une alternative crédible pour les travailleurs, ne gagnera jamais la confiance de la classe ouvrière ».

□ Les Antilles françaises sont grosses d'une révolution. La crise ravage le système colonial. La production de sucre qui fit pourtant la richesse de la bourgeoisie française naissante, est en chute libre. Contraintes à la monoculture pour le seul profit d'une minorité de colons à commercer avec la métropole et elle seule, Guadeloupe et Martinique ne sont désormais plus concurrentielles sur le marché mondial. Leur sucre, leur bananes, leurs ananas ne bénéficient plus de l'exclusivité. Une à une, les usines sucrières se ferment ou licencient. Seul le gonflement démesuré d'une couche de fonctionnaires, ces parasites à « peau noire et masque blanc », gaves des subsides de la métropole, permet de maintenir un semblant de richesse dans ces vitrines atlantiques de la France.

Le colonialisme ne peut plus continuer à exercer sa domination sous sa forme ancienne. Toutes ses « solutions » économiques ont pour axe l'accroissement du chômage. Que diriez-vous s'il y avait 5 millions de chômeurs en France ? ... Et pourtant, c'est la simple transition mathématique de ce qui se passe aux Antilles. C'est comme si en France, seulement 3 personnes sur 10 travaillaient régulièrement... Ce sont les chiffres officiels du rapport du VIème Plan pour la Guadeloupe, avouant que 70 % de la population en âge de travailler chôme partiellement ou totalement. Pour que le seul chômage actuel n'augmente pas, il faudrait créer 18 000 emplois. Le VIème Plan, modeste, se limite à 8 000... Concentration, fermetures d'usines, mécanisation, restructuration de l'économie de monoculture afin de ne pas lâcher pied sous la dure loi du profit et de la concurrence... Autant de mesures qui conduisent à l'accroissement de la traite des nègres. L'émigration organisée par le BUMIDOM a déjà abouti à la déportation, à l'exil faute de travail de près de

## pour la révolution socialiste antillaise une brochure du groupe Révolution Socialiste

15 % de la population des Antilles françaises. Au colonialisme empêtré dans les contradictions qu'il a lui-même créées ne s'offre qu'une alternative : ou un durcissement fascisant du régime, par la restriction des libertés politiques et syndicales, l'accroissement de l'exploitation des travailleurs, ou bien une solution néo-coloniale qui peut revêtir le déguisement de l'autonomie interne. La seconde solution se heurte à la faiblesse de tout relais impérialiste autochtone : seule une bourgeoisie locale rigoureusement incapable de toute initiative traîne aux basques du colonialisme. Quant à la première, il dépend de l'action commune des révolutionnaires français et antillais qu'elle ne voit pas le jour.

« Révolution socialiste ou caricature de révolution » lançait Che Guevara. La crise économique actuelle est inséparable de la soumission des Antilles à l'impérialisme mondial, au mode de production capitaliste, par le biais de la colonisation. Et une autonomie qui ne saperait pas les bases mêmes de l'exploitation ne ferait que maquiller la misère. La libération, le renversement définitif du colonialisme ne s'improvisent pas. Ils passent par l'indépendance ET la révolution socialiste, à la fois par la rupture des liens

de dépendance coloniaux et par la fin de l'exploitation capitaliste.

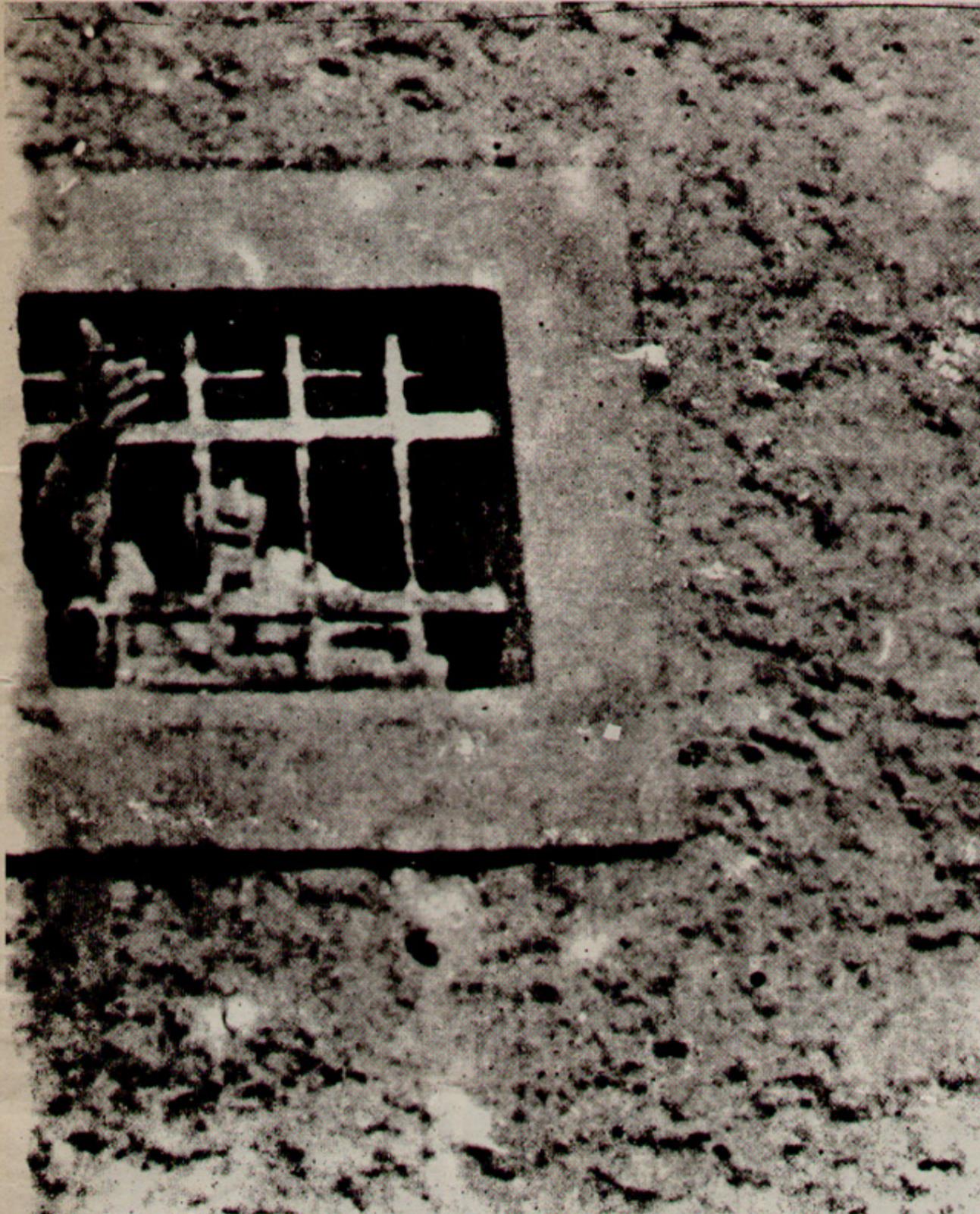
C'est cette compréhension de la nature de la révolution à l'ordre du jour que contient d'abord la brochure du groupe antillais « Révolution Socialiste » : « Pour la révolution socialiste aux Antilles ». Ce sont ces analyses qui fondent la stratégie révolutionnaire que développe ce texte soumis par trois membres de sa direction au premier congrès du G.R.S. qui se tiendra cet été. Ce congrès est une étape importante sur le chemin de la prise de conscience révolutionnaire. Étape pour le G.R.S. lui-même. Ce groupe s'est créé de manière empirique à partir de la rencontre des éléments les plus avancés de la jeunesse lycéenne et de militants issus du P.C. martiniquais. Cet été, il s'agit pour le G.R.S. de faire le point, après un an et demi d'intervention, de participation aux luttes des travailleurs et de la jeunesse, et de préciser clairement les tâches qui lui incombent. Étape pour l'ensemble de l'avant-garde antillaise ensuite. Le blocage essentiel pour le renversement du colonialisme réside dans la capitulation des directions réformistes des PC locaux et des partis nationalistes petits-bourgeois. Aujourd'hui, l'apparition, aussi faible soit-il, d'un courant marxiste-révolutionnaire organisé, luttant pour

l'indépendance et le socialisme, engagé dans la construction d'un parti d'avant-garde ouvrier antillais, est un immense pas en avant.

Le texte soumis à la discussion contient la démonstration de la nécessité de construire aux Antilles un parti ouvrier révolutionnaire, régi par le centralisme démocratique et lié aux masses. « Notre conception de l'organisation, dit la brochure, découle nettement de notre stratégie révolutionnaire. Le parti de type léniniste, comme parti prolétarien d'avant-garde, n'a de sens que parce que le but avoué de notre activité est la révolution socialiste ». Ensuite, tout en provoquant le débat avec les autres courants de l'extrême-gauche antillaise par une polémique acerbe et franche, le texte définit les secteurs d'intervention du groupe. D'abord, le front ouvrier et le travail dans les syndicats, en avançant des mots d'ordre unifiants contre le chômage et pour des salaires décentes. Ensuite, parmi la jeunesse « flamme de la révolution prolétarienne », maillon le plus faible de la politique colonialiste.

Ce texte devra être complété. Les deux dernières parties, sur la violence et l'apprentissage que doivent en faire les travailleurs pour renverser le pouvoir, sur l'internationalisme et sa nécessaire sanction organisationnelle dans la construction d'une avant-garde internationale, doivent en particulier être approfondies. Mais le texte développe une vision cohérente des tâches des révolutionnaires dans les colonies françaises. Et à ce titre, les révolutionnaires français doivent lire cette brochure. Elle doit les armer dans leur tâche qui n'ira que grandissante de solidarité avec les peuples des D.O.M.. Nous devons sans répit, contre l'idéologie chauvine qui traverse la classe ouvrière française, propager le mot d'ordre d'indépendance pour les colonies françaises.

Joseph KRASNY



## Algérie

### l'évasion de zahouane et harbi

○ Hocine Zahouane et Mohamed Harbi se sont évadés d'Algérie où le régime policier de Boumediène les maintenait en résidence surveillée, après un long emprisonnement. Hocine Zahouane, avant le coup d'Etat du 19 juin 1965 était membre du Bureau Politique et président de la Commission d'Orientation du Comité Central du FLN. Mohamed Harbi, ancien directeur de « révolution Africaine », organe du FLN, était député et membre du CC du FLN. Après le coup d'Etat, avant leur arrestation, ils animaient tous deux l'organisation de la Résistance Populaire qui regroupait l'ensemble des opposants de gauche au régime. Avant 65, ils tentèrent vainement, rassemblant autour d'eux ce que l'on appela la gauche du FLN, d'enrayer de l'intérieur même du FLN l'irrésistible montée de la nouvelle bourgeoisie en constitution au sein de l'appareil d'Etat algérien.

Nous saluons l'évasion de ces camarades dans la mesure où elle leur permet désormais d'engager la bataille contre le capitalisme d'Etat algérien. C'est d'ailleurs le sens de la déclaration commune qu'ils firent le 8 mai 1973 à Rome. « L'alternance des pressions et des ouvertures en notre direction, y est-il dit, n'a pas entamé notre refus de donner une quelconque caution à un régime fondé sur l'exploitation et la suppression des libertés ». Et le texte continue par une critique de ceux qui, à l'instar du P.A.G.S., ex-parti communiste algérien dépendant de l'URSS stalinienne, « veulent faire des masses opprimées une force d'appoint au service d'une fraction de la bourgeoisie bureaucratique préalablement gratifiée d'une étiquette anti-impérialiste ».

Cette déclaration analyse en ces termes le coup d'Etat du 19 juin : « notre hostilité au 19 juin reposait sur la conviction amplement vérifiée aujourd'hui, que la bureaucratie en formation dans le cadre de l'Etat, prolongement de la direction para-étatique forgée au cours de la guerre au sein de l'armée et du FLN, ne reconnaissait plus en Ben Bella son porte-drapeau et avait jugé le moment venu d'en finir avec l'équilibre instable entre les classes et de s'accaparer le monopole de l'initiative politique ». Nous ne pouvons qu'être d'accord avec une telle analyse résumant la lutte pour le pouvoir qui s'engagea après l'indépendance entre la petite-bourgeoisie algérienne et les masses populaires, et dont ces dernières sortirent battues en l'absence d'une direction révolutionnaire.

Enfin, après avoir affirmé qu'en Algérie, « le projet socialiste a été falsifié », la déclaration conclut : « malgré le mécontentement des masses, la détérioration du niveau de vie et le blocage des salaires dans de larges secteurs, la lutte pour des changements décisifs, irréversibles, doit s'inscrire dans une stratégie de longue durée, exclure les complots et les conspirations pour prendre appui sur la prise de conscience des masses et s'attaquer d'abord à la clarification des questions fondamentales qui se posent au mouvement révolutionnaire ».

De cette bataille sans merci pour la révolution socialiste algérienne, les militants de la IV<sup>ème</sup> Internationale sont partie prenante.

Joseph KRASNY

## Grèce

# LES COLONELS RAVALENT LA FACADE

○ Trois contre-torpilleurs, deux patrouilleurs, le pétrolier de la flotte, un dragueur de mines, l'ensemble des sous-marins, sans oublier quelques unités de l'aviation et de l'armée de terre... Une véritable armada a participé au récent complot contre la junte qui a ébranlé les forces armées grecques. Pourtant, la fin de cette aventure fut peu glorieuse, tous les officiers impliqués ont été arrêtés. Quelques temps plus tard, après de violentes attaques contre le roi Constantin, accusé d'avoir dirigé la tentative de coup d'Etat, la junte des colonels a proclamé la République, annoncé un referendum autour d'une nouvelle constitution et promis des élections législatives en 1974.

Ce n'est pas un coup de théâtre et le visage de la dictature n'en est pas fondamentalement changé. Les colonels peuvent couvrir leurs instruments de torture d'un voile royal ou peindre les façades des prisons aux couleurs de la République, leur régime restera identique. Il faut néanmoins expliquer les derniers événements.

Avec le coup d'Etat de 67, la junte devenait le seul porte-parole officiel de la bourgeoisie grecque. Le personnel politique bourgeois traditionnel avait fait son temps. Il n'était plus capable d'enrayer la dangereuse dynamique de mouvement populaire. Mais s'il est vrai que le putsch désorganisa, désorienta et démoralisa les masses populaires, la crise

n'en était pas pour autant définitivement résolue. La bourgeoisie avait obtenu un sursis. Elle avait gelé la situation. Aujourd'hui, les mobilisations étudiantes, la détérioration du niveau de vie et la colère qui ainsi s'accumule annoncent un renouveau des luttes populaires. C'est ce sentiment d'inquiétude et d'instabilité qui fonde l'opposition « libérale » bourgeoise au régime, dont le complot militaire est une manifestation. La déclaration du 23 avril de K. Carmanlis, ex-premier ministre et ex-homme fort propulsé par les Américains, exilé à Paris, est à ce titre significative. Il agite l'épouvantail du communisme, propose à la junte un régime fort mais au vernis démocratique et offre ses services pour canaliser le mécontentement populaire dans le labyrinthe de la normalisation.

Les revendications strictement économiques des travailleurs s'ouvrent rapidement à une remise en cause de l'état d'exception. La bourgeoisie grecque doit donc préparer une solution de rechange et former la tendance politique bourgeoise qui pourra constituer un frein aux mobilisations et se présenter comme une alternative « démocratique » au pouvoir dictatorial. Dans cette bataille entre les diverses fractions bourgeoises, la junte vient de remporter la première manche, en réduisant la révolte militaire et en proclamant la République. En balayant

la monarchie, les colonels ont devancé les libéraux sur leur propre terrain.

Mais l'essentiel est ailleurs, les divisions politiques au sein de la bourgeoisie reflètent une vague de fond qui les dépasse : la remontée des luttes populaires en Grèce. Le mouvement ouvrier grec, malgré le coup d'épaule du mouvement étudiant, qui modifie en faveur du prolétariat le rapport de forces avec la bourgeoisie, n'a pu encore dépasser les conséquences de la défaite de 1967. Mais cette situation fonde les espoirs bourgeois de contenir la colère ouvrière dans un cadre démocratique et libéral. Les deux partis communistes grecs, en saluant le complot avorté comme l'œuvre d'officiers démocrates et en s'accrochant au train de la démocratie bourgeoise, contribuent à répandre ces illusions.

La junte vient de remporter une victoire sur son opposition. Une nouvelle fois la bêtise et l'indigence de la bourgeoisie libérale grecque s'étalent. Si, dans l'immédiat, ce succès des colonels peut répandre une certaine démoralisation parmi les masses, à long terme il signifie que les marges de manœuvre de la bourgeoisie se rétrécissent dangereusement. Les solutions de rechange commencent à manquer. C'est un nouveau moment de la crise du capitalisme grec qui s'ouvre.

le 7.6.73  
M. VLACHOS



# LA ROUE DE L'HISTOIRE A L'ENVERS ?

« Actuel » ne tombe pas dans la trivialité racrocheuse d'un canard comme le « Sauvage » (supplément « écologique » du « Nouvel Obs ») qui allie avec grâce l'apologie du capitalisme propre et éduqué à la célébration bouffonne de la vie campagnarde idyllique « à l'ancienne ». Le No 32 d'« Actuel » présente une dimension « ethnologique » : il s'efforce de recenser les débris d'une culture ancienne, très riche où baignaient jadis (naguère ?) la société rurale française. Les enquêtes sont rapportées sur le ton de la neutralité passionnée : voici comment l'on se soignait au temps jadis dans les campagnes françaises, quelles sont les vertus de l'herbe de millepertuis, de quels jeux de société on égayait alors les veillées au coin du feu, voici pourquoi l'aigle royal a depuis longtemps déserté le Causse, comment se conçoit la bonne confiture la vraie, ce qu'étaient les fêtes villageoises qui se perdent etc... L'enquête est riche, soignée, sympa et tout. Mais encore, n'y a-t-il pas derrière les recettes pour la gelée de groseille d'« Actuel » quelque chose comme un « discours politique » sournois et cohérent ?

Au passage, le capital en prend pour son grade. Normal : il est, dans cette enquête en position d'assassin de la vie d'antan, de ses richesses étranglées. Le DDT et Mobistox, l'impérialisme du médecin jaloux de la popularité des guérisseurs, la folie meurtrière des traqueurs des derniers ours pyrénéens, la névrose du sale entretenue à loisir par les marchands de lessives et machines à laver, autant de symptômes qui accusent la mauvaise vie où nous confine l'actuelle société.

### ATTENTION, DANGER DE PROGRES !

Et c'est là que nous tombons sur l'ambiguïté massue : qui est sur le banc de l'accusé ?

« C'est quoi la bonne vie ? » Question légitime que pose « Actuel » dans son dernier numéro (32). La réponse n'est pas péremptoire. Mais elle finit par se dessiner avec insistance au fil des pages : la vie, pour devenir vraiment bonne, doit se fonder sur des comportements nouveaux qui « se chercheront inévitablement des racines en-deçà de la civilisation du fer et du charbon ».

Autrement dit, la bonne vie, la vie de demain, celle pour laquelle il vaut la peine de se mobiliser ne peut éclore que sur la base d'une résurgence généralisée d'us et coutumes, de langages, de traditions, d'éléments de culture, d'attitudes face à la vie qui appartiennent au passé. D'ailleurs, en Bretagne, en Occitanie, la contestation du capitalisme ravageur, dépeupleur, spéculateur ne s'assoit-elle pas solidement sur une véritable renaissance des cultures anciennes, retombées mais pas mortes ?

Le capital pollueur, ravageur, anarchique, meurtrier, qui mutile aussi bien l'homme de la ville que celui de la campagne, édulcore toute forme culturelle, la classe dominante, ou plus généralement la transformation sociale qui rassemble les hommes en unités sociales plus larges, mondialise les rapports économiques et sociaux, place le développement scientifique et technique au 1er rang, comme facteurs formidables d'émancipation potentielle des hommes ?

La réponse n'est pas claire. L'article sur le Causse est un long lamento sur la disparition de la polyculture où le paysan, utilisateur d'engrais chimiques et utilisateurs de moules en plastique pour le fromage fait figure d'accusé No 1. Confusion des causes et des effets... La tendance à vanter sobrement mais infiniment culture, mœurs, traditions rurales anciennes, débouche sur un manichéisme simplificateur et stérile qui oppose terme à terme la cheminée d'usine à la soupe d'ortie comme le mal absolu à la douceur de vivre faite bouillon. Un passéisme insensé imprègne l'ensemble du No 32 d'« Actuel ». En-deçà du marxisme... comme si la « critique » fondamentale de la société paysanne issue de la féodalité,

de son idiotisme, de l'étroitesse de ses particularismes et de ses préjugés, de son immobilisme n'avait jamais été faite par les socialistes prolétariens du XIXème siècle.

Comme si la mirifique « culture paysanne » n'était pas le revers des rapports d'exploitation féroces dans la vie sociale paysanne. Le revers de cet idéalisme agrarien est une vision parfaitement rétrograde du développement industriel. Aux 3 questions : « le futur abolira-t-il le travail aliéné ? Le progrès technique sert-il l'ouvrier ? L'organisation capitaliste est-elle la seule organisation possible de la production industrielle ? », « Actuel » répond bof, bof, bof... la malédiction du travail colle à la peau de la société industrielle, irrémédiablement, l'automatisation est un hochet pour les gogos et le socialisme à la varsoivienne Kif-Kif au capitalisme à la parisienne... Alors. Alors la voie est toute tracée : hors des villes et des usines, les lucides et les courageux, direction la Lozère, ses communautés, ses fermes sans électricité, se douceur de partager la pénurie en l'an 2000... Naturellement, ce passéisme, ce populisme paysan apolitique s'accrochent aisément d'un brin d'irrationnalisme et de scepti-

cisme quant aux vertus de l'esprit scientifique : c'est ainsi qu'en termes prudents la « médecine populaire » se trouve réhabilitée et la sagesse paysanne qui distingue infailliblement les oracles de la lune blanche de ceux de la rousse vantée avec componction. Aussi, notre No d'« Actuel » reste-t-il confiné dans cette ambiguïté de tout discours écologique qui ne prend pas explicitement position contre la société de classe, pour le socialisme, pour un monde nouveau par-delà le capitalisme et prête en permanence le flanc au reproche d'entretenir la confusion entre la dénonciation de la barbarie et de l'anarchie capitaliste et le culte d'un pseudo-paradis perdu, la « culture paysanne ».

### L'UTOPIE DU PAUVRE

Au fond, la démarche d'« Actuel » exprime-t-elle autre chose que timidité et faiblesse d'imagination face à l'avenir ? Quel besoin de chanter les louanges de la « lessive à la cendre » pour quiconque est pourvu de la conviction imaginative que demain les automates ne seront pas faits pour les chiens et/ou les vêtements jetables la règle courante ? Une telle perte d'imagination perspective qui se rabougrit en béatitude passéiste est, au reste, un phénomène parfaitement explicable : le « socialisme » existant sous nos yeux n'est pas le meilleur tremplin qui soit pour la stimulation, pour l'anticipation imaginaire du socialisme que nous voulons. Il n'empêche : l'esprit de la roue de l'histoire qui tourne à l'envers hante le No 32 d'« Actuel » : certes, on peut aller passer ses vacances sur la Côte du Léon, dans les Ardennes ou en Lozère. Il faut bien vivre... On peut y prendre bien délicatement son pied estival. Mais cela n'a rien à voir, de près ou de loin, avec la subversion de l'ordre existant.

Michel Lenoir



Je désire prendre contact avec « rouge »

NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

## rouge

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82  
CCP 25 043 88 - paris

Directeur de la publication  
Henri Weber

Secrétariat de rédaction  
Philippe Beauchamp, Daniel Bensaid, Alain Clément, Bertrand l'heigouach, Joseph Krasny, Alain Krivine, Michel Lenoir, Philippe Sabathé, Christiane Tillier.

Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

soutenez Rouge, abonnez-vous !

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....

| tarif des abonnements |          |                |                |
|-----------------------|----------|----------------|----------------|
|                       | pour     | la france      | l'étranger     |
|                       | sous pli | ouvert / fermé | ouvert / fermé |
| un an                 | 90       | 150            | 110            |
| six mois              | 45       | 75             | 55             |
|                       |          |                | 90             |

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)